

Un détour par l'extérieur
Unité nationale et politique étrangère en Malaisie

David Camroux

Les Cahiers du CERI
n° 11 - 1994

David Camroux est Directeur des études et de la recherche au Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes (CHEAM). Il est également chercheur associé au CERI depuis 1990 et assure un enseignement sur l'Asie du Sud-Est à l'Institut d'études politiques de Paris.

Les recherches concernant ce *Cahier* ont été largement facilitées par l'accueil qu'ont réservé à l'auteur l'*Institute of Strategic and International Studies* (ISIS) à Kuala Lumpur pendant l'été 1993 et le *Centre for the Study of Australia-Asia Relations* (CSAAR) à l'université Griffith, Brisbane, à l'automne et à l'hiver de la même année.

Aucun de ces organismes ne peut être tenu pour responsable des opinions et des interprétations exprimées dans cette monographie, ni des erreurs qui pourraient s'y trouver.

Une version augmentée et en langue anglaise de ce texte - comprenant notamment une analyse des prises de position d'Anwar Ibrahim, successeur virtuel de l'actuel Premier ministre malaisien, ainsi que des relations australo-malaisiennes - est publiée simultanément par le CSAAR sous le titre : "*Looking East "... and Inwards : Internal Factors in Malaysian Foreign Relations during the Mahathir era, 1981-1994*, Australia-Asia Paper n° 72.

Un détour par l'extérieur

Unité nationale et politique étrangère en Malaisie

David Camroux

Parmi les pays de l'Asie du Sud-Est, la Malaisie est sans doute le plus méconnu en France. Incapable d'éveiller l'écho nostalgique du passé colonial (comme le Vietnam) ou de susciter une imagerie exotique (comme la Thaïlande) et ne possédant pas la dimension démographique - et le pétrole - de l'Indonésie, la Malaisie poursuit son destin sans que nous nous sentions concernés outre mesure. En outre, n'ayant pas tout à fait atteint le rang de " dragon " (comme Singapour) ni celui de laboratoire de la démocratisation (comme les Philippines), elle échappe à nos conceptualisations habituelles. Mais peut-être y a-t-il une autre raison à notre ignorance : la Malaisie dérange. Elle nous dérange tout d'abord parce que son expérience remet en question un certain nombre de préjugés concernant les rapports entre l'islam, la politique et la modernisation. D'autre part son modèle de développement n'entre pas dans le cadre des schémas établis à travers l'expérience de la deuxième vague des industrialisations en Asie. Notre quête, depuis Marx, pour dégager un modèle asiatique unique de production (de développement) s'avère vaine. Le cas malaisien nous demande un effort de réflexion et d'imagination particulier pour saisir les contours d'une société complexe. Société multiethnique et multiculturelle, la Malaisie est une " Asie " en elle-même, ou plus exactement plusieurs " Asies " en une, et c'est justement cet enseignement-là, peut-être, qu'elle nous apporte : l'Asie est plurielle.

Nous limiterons ici notre champ d'analyse à la politique étrangère malaisienne mais, ce faisant, nous souhaitons paradoxalement éclairer les rouages internes de cette société. La politique étrangère devient un prisme à travers lequel nous essayerons de comprendre les modalités de construction de cet Etat-nation pendant la période récente. Avec cet objectif présent à l'esprit, nous avons structuré notre monographie en quatre chapitres.

Nous abordons tout d'abord le sujet par un exposé de notre triple approche théorique. Puis, dans un second chapitre, nous tentons brièvement d'établir l'importance du souci de cohésion nationale dans la conduite des relations extérieures de la Malaisie avant d'évoquer les changements internes au cours de la période Mahathir qui, comme nous le démontrerons, ont eu un impact certain sur les décisions prises en politique étrangère. Le troisième chapitre

entre plus en détail dans cette politique, dans laquelle Mahathir, tout en leur imprimant sa marque, confirme les grands choix de ses prédécesseurs. Nous y examinons en particulier l'engagement malaisien dans quatre institutions ou groupements : l'ASEAN, l'Organisation de la conférence islamique, le Mouvement des pays non alignés et le Commonwealth. Le quatrième chapitre, enfin, est consacré à l'analyse de la politique appelée " *Look East* " et de son prolongement : la proposition, par le Premier ministre malaisien, de créer un " Caucus " économique de l'Asie de l'Est.

Un cadre théorique

L'étude des relations extérieures d'un Etat-nation donné devient, à notre époque de complexité croissante, un exercice de plus en plus difficile. L'interprétation des faits observés est associée à des théories divergentes des relations internationales. Les théories " post-modernistes " s'opposent à l'orthodoxie d'écoles réalistes ou idéalistes concurrentes et aux études appuyées sur l'économie politique, qui étaient encore considérées naguère comme des interprétations non orthodoxes. Nous partons ici de l'idée qu'aucune théorie ne permet d'expliquer de façon totale et satisfaisante la conduite des relations extérieures d'une entité donnée. Pour ce qui est de la puissance moyenne qu'est la Malaisie, nous suggérons que l'on ne peut y parvenir qu'en prenant en compte conjointement des analyses approfondies dans trois domaines : le comportement des puissances moyennes ; la globalisation et la régionalisation ; et la préoccupation prioritaire, à l'intérieur, de poursuivre une " politique de l'identité ".

Des travaux récents sur le repositionnement des puissances moyennes dans la situation de l'après-guerre froide, bien que limités jusqu'ici à l'Australie et au Canada, nous fournissent une série d'éléments utiles, encore qu'incomplets, pour analyser les relations extérieures de la Malaisie. Selon Cooper, Higgott et Nossal,

" Les puissances moyennes se définissent principalement par leur préférence pour les solutions multilatérales aux problèmes internationaux et pour le compromis dans le règlement des conflits, ainsi que par leur adhésion à la notion de "bon citoyen international" pour guider leur diplomatie " (Cooper *et al.* 1993 : 19).

Elles tentent de compenser leur infériorité économique et militaire par des savoir-faire spécifiques, des formes d'expertise technique et des capacités d'innovation. En se concentrant plus particulièrement sur des questions bien circonscrites où elles pensent pouvoir susciter et animer des coalitions, elles sont en mesure d'avoir un impact sur la scène internationale. Pour citer le

comportement " tridimensionnel " décrit par Oran Young (1989), elles peuvent agir comme stimulateurs (en fournissant l'énergie intellectuelle et politique nécessaire à la production d'une initiative), comme initiateurs (en mettant certaines questions à l'ordre du jour et en créant des coalitions ou des associations) ou comme gestionnaires (en créant des institutions ou en développant des pratiques et des normes).

Ce type de comportement rencontre un écho particulier lorsqu'il coïncide avec un remodelage des priorités de la communauté internationale qui fait passer à l'avant-plan des questions jusque-là considérées comme mineures. La place croissante de ces questions de " second plan ", notamment les questions de sécurité économique, voire de " troisième plan " comme les politiques de l'environnement ou de droits de l'homme, fait que les puissances moyennes voient, d'une part, leurs intérêts diverger de ceux des puissances de premier rang, d'autre part leur marge de manoeuvre s'élargir (Cooper *et al.* 1993 : 21).

Toutefois il est certains domaines dans lesquels les travaux sur les puissances moyennes devraient être développés pour pouvoir s'appliquer au cas malaisien. En effet, les recherches sur l'Australie et le Canada portent sur deux pays nettement alignés, ce qui n'est pas sans influence sur la problématique. Il faudrait étendre l'étude des puissances moyennes à des Etats reconnus comme non alignés et dont les relations avec les puissances hégémoniques sont de nature différente. Il faudrait aussi explorer l'idée d'" être au milieu " contenu dans le mot de " moyenne ", puisqu'un des rôles qui leur sont associés est celui de " médiateur " entre groupes concurrents. Enfin, le concept de " bon citoyen international " doit être élargi à d'autres appartenances idéologiques ou régionales : dans le cas de la Malaisie, ce serait être un " bon frère islamique ", un " défenseur du Tiers Monde ", un " porte-parole de l'Asie ". En d'autres termes, il faut étudier les différentes formes de " citoyenneté ", et surtout leurs manifestations régionales, en quelque sorte identitaires. C'est à cette condition seulement qu'il sera possible de rendre compte des phénomènes complexes et apparemment contradictoires de globalisation et de régionalisme, et la surprenante capacité de résistance des Etats-nations.

Avec la fin de la guerre froide et ce que Laïdi (1993) décrit comme un " relâchement ", c'est-à-dire à la fois un laisser-aller et une rupture dans l'ordre mondial, l'Etat-nation, en tant que principal acteur des relations extérieures, est apparu comme une entité chaque jour plus difficile à cerner. De l'avis de certains spécialistes en relations internationales, la nation est devenue une entité inapte à agir sur la scène internationale (Guéhenno 1993). De plus, l'importance des questions économiques dans les relations internationales s'est accentuée avec la fin de la guerre froide, amenant certains observateurs à proclamer l'avènement d'une multipolarité en lieu et place de la bipolarité de naguère. Pourtant, en même temps, et apparemment en contradiction avec cet-

te évolution, la globalisation a limité le champ de manoeuvre de l'Etat-nation. Il faut souligner que cette globalisation n'est qu'en partie le résultat des facteurs économiques mis en avant par les chercheurs anglophones. Elle est également engendrée, comme l'exposent de façon très convaincante Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts dans leurs travaux sur la sociologie de la scène internationale (1992), par d'autres types de flux transnationaux, notamment culturels et démographiques.

Le phénomène actuel de développement du régionalisme - ou plutôt de sa formulation et de sa promotion - dans les discours de politique étrangère résulte, nous semble-t-il, de ces pressions contradictoires : globalisation d'une part et persistance tenace de l'Etat-nation en tant qu'unité élémentaire des relations internationales de l'autre. Vue sous cet angle, la mise en place de structures régionales telles que l'Union européenne peut être considérée comme une tentative rationnelle de compenser la perte de souveraineté dans certains domaines par une plus grande influence dans d'autres, par le biais d'une participation à des coalitions régionales. Toute tentative de conceptualisation ou de théorisation des relations internationales exige donc de prendre en considération l'ensemble de ces différents niveaux d'interaction. Comme l'expose Zaki Laïdi :

“ Certains soi-disant choix régionaux ne sont plus le résultat de laborieux compromis entre facteurs internes et facteurs globaux. Ils constituent plutôt l'expression régionale d'une stratégie globale élaborée à un niveau national ” (Laïdi 1993 : 36).

L'intrusion du régionalisme dans le discours des relations extérieures compromet, cependant, l'entreprise de réinvention de l'identité nationale. Articuler une identité nationale au monde extérieur est une chose, la formuler sous ses aspects régionaux en est une autre, bien plus complexe ; car il faut lui incorporer une région qui n'est plus totalement extérieure à la nation. En outre, le développement du global et du régional n'empêche pas que les dirigeants nationaux doivent continuer à faire comme si les Etats-nations étaient toujours des acteurs autonomes. Cela provient non seulement du gouffre existant entre les apparences et la réalité, mais également de ce que les hommes politiques n'ont à répondre que devant un électorat national. Cet impératif, me semble-t-il, devient particulièrement contraignant dans les pays où le processus de construction de la nation est perçu comme inachevé. J'utilise le terme “ perçu ” car toutes les nations reconnues comme souveraines connaissent une remise en question permanente de l'identité nationale ou une reformulation des traditions nationales. Dès lors, l'une des différences entre le vieux et le nouveau monde, l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, ce qui est développé et ce qui est en voie de développement, s'incarne dans le degré de clarté avec lequel

la fonction de construction de la nation est perçue et la mesure dans laquelle elle s'exprime consciemment.

Les expressions utilisées pour décrire le lien entre l'interne et l'externe sont inadéquates. Dans “ interaction ” par exemple, l'échange est réduit à un mécanisme à deux sens où le processus de *feed-back* est simplifié : peut-être serait-il temps d'introduire quelque chose comme les “ inter-rétroactions ”, où toutes les parties se modifient elles-mêmes dans le processus d'influence sur les autres. Il importe donc de considérer les Etats non pas comme des données immuables dans les relations internationales, mais comme des créations qui évoluent :

“ Les Etats ne sont jamais des entités définitives ; la tension entre le besoin d'identité et les pratiques qui en découlent n'est jamais entièrement résolue. Cette pratique inhérente à l'existence même des Etats les condamne à un renouvellement constant : ne possédant aucun statut ontologique particulier en dehors des différentes pratiques qui constituent leur réalité, ils sont (et se doivent d'être) en devenir permanent ” (Campbell 1992 : 11).

Parmi les Etats-nations qui ont su le mieux se moderniser dans le monde de l'après-guerre, la Malaisie est celui où le souci de l'unité nationale, du moins chez les dirigeants, peut être perçu comme le plus aigu. Dans cette étude, nous montrerons que les facteurs internes ont une influence déterminante sur la politique étrangère du pays. Pareille observation n'a rien d'exceptionnel. Pourtant, en Malaisie, multiethnique et consciente de l'être, les exigences nationales prennent une importance particulière et leur impact sur la conduite des relations extérieures est différent de ce qu'il est dans des sociétés plus homogènes. En outre, le souci d'unité nationale qui est au coeur de la politique étrangère de la Malaisie se trouve confronté aux phénomènes de globalisation et de régionalisation qui influent sur les formes de promotion de cette unité.

Si cette étude se concentre surtout sur des données internes, nous n'y proposons pas celles-ci comme seuls facteurs déterminants de la politique extérieure de la Malaisie. Nous souhaitons tout au plus mettre en relief certains liens. Certes les relations extérieures d'un petit pays sont en général réactives, encore faut-il analyser les formes que ces réactions peuvent prendre. De ce point de vue, le concept de jeu à double niveau tel qu'il est formulé par Putnam (1988) (le gouvernement qui est engagé dans une négociation internationale doit en même temps négocier sa place sur le terrain de la politique extérieure) est particulièrement utile pour mieux comprendre les relations extérieures de la Malaisie. Le paradigme de Putnam, cependant, doit être élargi au-delà de l'arène des négociations internationales pour englober la rhétorique de nombre de discours portant sur la politique étrangère. Selon cette

perspective, les hommes politiques doivent non seulement tenir compte des revendications des groupes de pression internes, mais aussi répondre aux nécessités du moment telles qu'elles leur ont été transmises par leurs prédécesseurs ou telles qu'ils les ont eux-mêmes déterminées, nécessités dont la plus importante à nos yeux est la réinvention permanente de la nation.

Le contexte intérieur¹

Richard Stubbs déclarait à propos de l'économie politique des relations extérieures de la Malaisie :

“ La politique extérieure du pays est toujours apparue comme cohérente avec les objectifs d'intégration nationale et de bien-être social visant à atténuer les divisions fondamentales de la société ” (Stubbs 1990 : 101).

Ces divisions fondamentales, comme l'observent Stubbs et pratiquement tous les analystes de la Malaisie, proviennent des clivages ethniques. Les chiffres sont connus. En 1985, 56,5 % des habitants de la péninsule étaient des *bumiputra* (“ fils de la terre ”), essentiellement des Malais ; 32,8 % étaient chinois et 10,1 % indiens, ou plus exactement du sous-continent indien. Si l'on ajoute Sabah et Sarawak, les indigènes constituent 60 % de la population (Crouch 1993)². Cette répartition n'est pas politiquement neutre. Par exemple, le fait de classer, dans la catégorie *bumiputra*, les populations indigènes non malaises avec les Malais a pour but de renforcer la situation majoritaire de ces derniers. En outre, quand on sait que nombre de Chinois et d'Indiens peuvent faire remonter la présence de leurs ascendants sur ce territoire jusqu'à quatre générations, c'est-à-dire bien plus haut que la création de la fédération en 1963, le terme “ indigène ” devient problématique. Par ailleurs, un nombre non négligeable de mariages interraciaux rend la définition de groupes ethniques étanches quelque peu arbitraire. Enfin, les travaux d'universitaires malaisiens tels que Jomo (1986, 1990) et Saravanamuttu (1991) montrent qu'une analyse basée sur les classes sociales est d'un apport plus riche. Comme l'expo-

¹ Ce chapitre ne fait que survoler le sujet. Pour une étude plus approfondie des événements en Malaisie dans les années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix, voir Crouch (1993).

² Ces chiffres sont fondés sur des statistiques des services du recensement. Les catégories remontent à la fin de l'époque coloniale.

se David Brown (1994 : chap. 6), les différenciations ethniques et les distinctions de classe s'entrecroisent subtilement dans la vie politique malaisienne.

Il est pourtant presque inévitable qu'une étude de la politique étrangère malaisienne ramène à des interprétations fondées sur des facteurs ethniques. Pour ne citer que deux exemples : l'engagement de la Malaisie dans le mouvement islamique est, en partie du moins, motivé par la nécessité pour un gouvernement de l'UMNO (*United Malays National Organization*) de témoigner de son appartenance islamique, nécessité rendue encore plus pressante par la rivalité avec les partis islamiques d'opposition, notamment le PAS. Un deuxième exemple nous a été offert après le coup d'Etat militaire dans les îles Fidji, lorsque le gouvernement malaisien, par le biais de son ministère des Affaires étrangères, exprima sa sympathie pour le colonel Rabuka en envoyant, en novembre 1987, la première délégation importante qu'ait reçu l'archipel depuis son accession au statut de république. Selon Zakaria (1988 : 261), cela fut perçu non seulement comme un signe de soutien mais également comme un message symbolique à destination de l'électorat malaisien, soulignant le parallèle entre les situations ethniques des deux pays³.

Dans notre analyse des problèmes internes, c'est cette situation nationale telle qu'elle est perçue qui nous intéressera. L'ethnicité continue à y jouer un rôle essentiel. Ainsi, lorsque, comme à l'occasion d'un discours récent devant l'Assemblée générale des Nations unies, Mahathir peut parler de “ la bombe à retardement dont nous avons hérité du passé colonial ”⁴ (Mahathir 1993d : 2), il est clair que le caractère multiracial de la société malaisienne est encore considéré comme sa faille potentiellement la plus dangereuse. Il s'ensuit que le maintien de l'unité nationale est considéré comme prioritaire. Cet objectif est lui-même subordonné à la préoccupation plus fondamentale que représente la réinvention permanente de la nation malaisienne. Et c'est là que la tâche du Premier ministre est délicate.

³ A la fin du XIX^e siècle, les colonisateurs britanniques avaient encouragé une immigration massive d'Indiens pour travailler dans les plantations des îles Fidji. Cette population a progressivement augmenté, prenant le contrôle du commerce et d'autres secteurs clés ; puis, majoritaire à partir des années quatre-vingt, elle a favorisé l'élection du gouvernement travailliste de Timothy Bavandra aux élections législatives de 1987. Le colonel Rabuka, avec le soutien des chefs fidjiens, organisa un coup d'Etat pour rétablir la domination politique des Fidjiens. Cette suprématie a été entérinée dans la nouvelle Constitution.

⁴ Bien que les Britanniques aient laissé les sultans en place, en utilisant une forme de contrôle indirect du type protectorat, ils détenaient le contrôle politique et surtout économique de la Malaisie. A la fin du XIX^e siècle et jusqu'aux années trente, ils ont organisé l'immigration de travailleurs indiens pour fournir de la main-d'oeuvre aux plantations. Par ailleurs, ils ont toléré, voire favorisé l'immigration chinoise pour faire fonctionner les mines d'étain et pour tenir les petits commerces.

L'affirmation de Benedict Anderson selon laquelle les nations sont " des communautés politiques imaginées " (Anderson 1991 : 6) va nous aider à analyser une politique extérieure fondée sur une " politique d'identité ". Elle nous permet aussi de mieux cerner la situation malaisienne. Alors que, d'après Ariffin (1993 : 215), dans la période précédant immédiatement l'indépendance, les Indonésiens d'origine malaise, à l'est de Sumatra, étaient prêts à adopter une identité nationale, *bangsa Indonesia*, aucun concept commun transcendant les clivages ethniques n'émergea en péninsule malaise. *Bangsa malayu*, l'identité ethnique malaise, demeura même l'idéal de référence de la génération d'après l'indépendance. Il est de plus significatif que, contrairement à ce qui s'est passé en Indonésie où, à la suite de l'indépendance, s'est estompée la distinction, entretenue par les colons hollandais, entre les *priyaiyi* (l'aristocratie traditionnelle) et les roturiers (Pye 1985 : 128), en Malaisie ces différenciations restèrent incontestées du moins jusqu'à ces dernières années. Le maintien des sultans et la création d'un modèle de monarchie constitutionnelle particulier à la Malaisie étaient considérés comme des façons de protéger l'identité ethnique malaise (Chandra 1979a). Après la formation de la Fédération malaisienne et surtout avec l'introduction, en 1970, de la " nouvelle politique économique " (NEP), qui était un programme de discrimination positive en faveur des Malais, la question de l'ethnicité malaise resta d'actualité. La politique suivie par Mahathir représente un changement significatif car, tout en ressentant l'obligation de défendre l'identité malaise, il a cherché en même temps à l'adapter aux circonstances et à encourager une identité malaisienne dépassant les ethnies. Il s'agissait d'" inventer un espace politique " puis de l'étendre et de l'approfondir de façon à créer des effets modérateurs et médiateurs au sein de la société malaise et malaisienne (Milner 1991). On trouve un témoignage de ce changement dans le rapport présenté en 1993 au congrès triennal du *Democratic Action Party* (DAP), parti d'opposition à dominante sino-malaisienne, par son comité exécutif : le gouvernement y est trouvé " plus libéral et plus ouvert qu'auparavant dans sa politique de construction de la nation " (cité dans *FEER* 9/12/1993)⁵. Dans cet effort de détermination d'un " espace " où la participation politique peut s'exercer, les initiatives de Mahathir en matière de relations extérieures ont joué un rôle important.

⁵ Le rapport poursuit par une critique du contrôle strict de la liberté d'expression qui entrave la propagation du message du DAP. Sur ce parti voir Michael Vatikiotis, " The DAP dilemma ", *FEER* 5/3/1992.

L'audience à laquelle le gouvernement Mahathir s'adresse est ethniquement divisée. Le rôle de Mahathir est double : d'un côté celui de défenseur des Malais, une sorte de rajah politique des temps modernes, pour employer ses propres termes - position symbolisée par son poste à la présidence de l'UMNO -, de l'autre celui de chef d'une coalition multiraciale - que symbolise sa fonction de Premier ministre - au sein de laquelle son audience est à la fois fragmentée et nationale. Il fait donc l'objet de pressions au plan de la politique intérieure - pressions qui se répercutent sur son action internationale - pour que soit dépassée la simple défense permanente des intérêts des *bumiputra*. Dans les années quatre-vingt, la défense du concept traditionnel d'identité malaise (essentiellement rurale), sans perdre toute importance politique, se révéla de plus en plus insuffisante. Quatre forces entrent en jeu dans ce processus.

Tout d'abord, la NEP a atteint son objectif : susciter la formation d'une bourgeoisie malaise florissante ; dès lors, une nouvelle élite d'hommes d'affaires politiquement bien introduits s'est heurtée à la base rurale traditionnelle de l'UMNO. La proportion de la population active malaise occupant des emplois de " cols blancs " a doublé entre 1970 (12,9 %) et 1990 (27 %) (Crouch 1993 : 142). Les nouveaux hommes d'affaires, tout comme la nouvelle élite politique, dépendaient moins du soutien de la base rurale que de leurs talents et de leurs réseaux d'influences dans les milieux politiques et financiers (Sieh 1992)⁶. L'élection de Mahathir, premier Malais sans relations au palais à devenir Premier ministre, était révélatrice de l'arrivée de ce que Gordon Meants (1991) a appelé la seconde génération d'hommes d'Etat malaisiens. La démission de Ghafar Baba de son poste de vice-Premier ministre, en octobre 1993, et l'élection du ministre des Finances, Anwar Ibrahim, un an plus tard, au poste de vice-président de l'UMNO, donc comme successeur naturel de Mahathir, marquent cette évolution.

On note ensuite - et ce phénomène n'a été que partiellement compris par les observateurs étrangers - une attitude moins discriminatoire en faveur des *bumiputra*, même si cette évolution n'est généralement pas explicitement formulée. La raison principale en est qu'elle est ressentie comme moins indispensable. Bien que la " nouvelle politique de développement " (NDP), qui a succédé à la NEP, affirme des intentions similaires, on insiste à présent sur le renforcement de la capacité des *bumiputra* à posséder, à gérer et à faire fonctionner leurs propres affaires, plutôt que sur la poursuite d'objectifs ethniques quantitatifs (*FEER* 27/6/91). En outre, le nouvel objectif d'éliminer définitivement la pauvreté revêt un aspect moins pro-Malais. L'accent est mis sur l'acquisition de bases en anglais (la pratique de cette langue est considérée comme un des

⁶ Les relations politiques sont également essentielles pour les Sino-Malaisiens (voir Heng 1992).

domaines où la Malaisie a un avantage sur ses voisins de l'ASEAN). Après deux décennies de promotion du malais, on s'est mis à encourager l'usage de l'anglais dans certains secteurs de l'enseignement supérieur (*FEER* 10/12/1991). Sur le plan des symboles, les images utilisées pour promouvoir l'année du tourisme (1990) évoquaient la nature multiraciale de la société malaisienne plus que son caractère malais. Mahathir a été le premier chef de gouvernement du pays à participer (en 1993) aux fêtes du Nouvel An chinois ; il l'a fait vêtu d'une chemise rouge vif (couleur de la chance pour les Chinois) et accompagné de son épouse. Ces messages symboliques s'adressent à la fois au monde extérieur et à la population⁷.

Troisièmement, l'intégration accélérée de la Malaisie dans l'économie mondiale et son rapide passage du statut d'exportateur de matières premières à celui d'exportateur de produits manufacturés ont eu des effets sociaux et politiques importants. Ces transformations dépendaient de trois sources de capitaux : les fonds publics, les investissements des multinationales occidentales et japonaises, et, plus récemment, ceux des "dragons" Taïwan, Hong Kong et Singapour. Pour ces deux dernières catégories, les avantages offerts par la Malaisie résident non seulement dans sa main-d'œuvre relativement bon marché mais également dans l'existence d'une classe d'entrepreneurs et de cadres sino-malaisiens. La concentration de sociétés multinationales à Penang et dans le district fédéral de Kuala Lumpur - deux zones où les Sino-Malaisiens sont en majorité - n'est pas due au hasard (*Economist* 22/5/1993). Ainsi, la globalisation exerce une pression contraire à une politique de défense trop étroite des intérêts malais⁸.

Quatrièmement, le lancement de trois projets triangulaires de développement concernant la Malaisie et l'Indonésie avec, respectivement, Singapour, la Thaïlande et les Philippines souligne l'insuffisance d'initiatives purement nationales et relativise la notion de souveraineté. Si l'Etat-nation peut ainsi être remis en cause, la défense d'une seule des composantes de cette nation ne s'en trouve-t-elle pas *a fortiori* dévalorisée ? Dans le cas du premier de ces tri-

⁷ Ces changements correspondent également à l'apparition chez des écrivains, des artistes, des intellectuels,.... d'un sentiment d'identité malaisienne (voir par exemple Rashid 1993).

⁸ Il y a des risques à s'appuyer trop lourdement sur les investissements étrangers, notamment avec l'entrée en jeu de nouveaux protagonistes - la Chine du sud, l'Inde et le Vietnam - qui offrent des avantages de main-d'œuvre similaires à ceux de la Malaisie. Au cours des six premiers mois de 1993, les investissements étrangers en Malaisie ont diminué de 80 %, après les chutes successives enregistrées en 1991 et 1992 (*Asia Inc* novembre 1993). La Malaisie a réagi à la fois en réajustant les domaines où les investissements étrangers étaient souhaités, en les déplaçant vers les industries à plus haute technologie, et en développant le marché interne et ses capacités d'investissement.

angles, qui comprend Singapour, Johore (l'Etat le plus méridional de la Malaisie) et l'archipel indonésien de Riau, référence est faite explicitement aux liens précoloniaux entre les trois zones, notamment dans le cadre d'une exposition au musée national de Singapour au printemps 1993⁹.

C'est la combinaison de ces quatre facteurs - deux internes, deux externes résultant de la globalisation - qui a conduit au régionalisme tel qu'il s'exprime dans la proposition, analysée plus loin, de constituer un *East Asia Economic Caucus* (EAEC) et dans l'affirmation d'appartenance à l'Asie comme compromis entre l'interne et le global. La solution aux contradictions du jeu à double niveau est ainsi de choisir la troisième voie, celle de la région. Une telle solution offre l'avantage de réagir positivement aux contraintes globales imposées à la Malaisie en tant que puissance moyenne, et en même temps de constituer une action volontariste pour faire face aux exigences internes en termes d'unité nationale.

Le style Mahathir dans les relations extérieures Quatre priorités

Depuis l'élection de Mahathir bin Mohamad à la présidence de la *United Malays National Organization* (UMNO) et sa nomination au poste de Premier ministre fédéral en 1981, on a l'impression que le pays, déjà candidat au titre de cinquième dragon (Camroux, Guilbert 1991), tente d'imposer sur la scène internationale une image à la hauteur de son indéniable succès économique. Dans la presse, cette activité diplomatique intense est souvent associée à la forte personnalité du Premier ministre lui-même (Vatikiotis 1992). Vu sous cet angle, le rôle de plus en plus prépondérant du Premier ministre dans la définition et l'expression de la politique étrangère n'est qu'un des aspects de la centralisation accrue du pouvoir entre les mains de Mahathir et un exemple de plus de ses tendances autoritaires (Crouch 1992).

Nous estimons quant à nous qu'en réalité l'origine de ce rôle central du Premier ministre remonte à l'indépendance, en 1957. A l'époque, la Malaisie affrontait deux difficultés. La première, mineure, était le manque quasi total de personnel diplomatique qualifié car les Britanniques, qui avaient, dès la fin du conflit mondial, commencé à transférer l'administration interne à des indigènes, avaient conservé le contrôle des affaires étrangères. Ainsi, selon un observateur, " la politique étrangère de la Malaisie était dépourvue non seulement

⁹ Nous devons cette information à John Drabble.

de poids historique, mais aussi de machine administrative", ce qui avait ses avantages et ses inconvénients (Pathmanathan 1979 : 86). Tunku Abdul Rahman, qui fut Premier ministre jusqu'en 1970, détenait également le poste de ministre des Affaires étrangères. La diplomatie de la Malaisie était largement sous son contrôle et, il faut le noter, son style autocratique et ses "originalités" faisaient l'objet de critiques très semblables à celles adressées à Mahathir un quart de siècle plus tard (Pathmanathan 1979 : 91). Avec son successeur et protégé, le vice-Premier ministre Abdul Razak, le ministre de l'Intérieur Tun Ismail, et le Secrétaire général du *Wisma Putra* (ministère des Affaires étrangères) Ghazali Shafie, tous membres de l'aristocratie malaise, il avait constitué un cabinet restreint qui contrôlait toutes les décisions importantes. Après sa retraite forcée qui suivit les émeutes de mai 1969¹⁰, cette "bande des quatre" fut réduite à une troïka, Ghazali figurant désormais parmi les ministres, après son élection au Parlement. Tun Ismail fut remplacé, après sa mort en août 1973, par Hussein Onn, promu vice-Premier ministre.

Une deuxième série de difficultés, beaucoup plus lourdes, posèrent à la fédération des problèmes graves de souveraineté, avant et juste après l'indépendance. L'état d'urgence décrété en 1948 contre l'insurrection communiste dura jusqu'en 1960 et l'insurrection, officiellement, jusqu'en 1989. En outre, en 1963, lorsque Sabah et Sarawak rejoignirent la fédération, le Président indonésien Sukarno lança une campagne de harcèlement militaire (*konfrontasi*) contre la Malaisie pour que celle-ci lui "restitue" ces deux territoires situés sur l'île de Bornéo. Ces hostilités durèrent jusqu'en 1966. Sur le plan intérieur, l'entrée de Singapour dans la fédération, en 1963, constituait un apport de population chinoise qui compromit sérieusement son équilibre racial, de manière d'autant plus inquiétante pour les gouvernants que le *People's Action Party* de Lee Kuan Yew chercha à étendre son influence électorale à la communauté chinoise de la péninsule. Afin d'éviter des tensions ethniques et de maintenir le contrôle politique du pays entre les mains des Malais, Tunku Abdul Rahman exclut Singapour de la fédération dès août 1965.

Ces événements eurent deux conséquences majeures. Tout d'abord, très tôt, les questions de sécurité interne et externe furent liées dans un souci de cohésion nationale. Ce souci est au cœur du concept de KESBAN, mot formé à partir des deux mots malais *keselamatan* (sécurité) et *pembangunan* (développement). Comme le note Zakaria (1988 : 236-239), KESBAN reste, dans la pensée des militaires, le pivot de la stratégie de lutte contre l'insurrection, car

¹⁰ Voir note 11.

le développement était considéré comme la meilleure façon de lutter contre les communistes. Jusqu'à la fin des années quatre-vingt, la Malaisie dépensait toujours à peu près autant pour sa sécurité interne qu'externe (Camroux, Guilbert 1991 : 147). Il faut signaler que les actions contre-insurrectionnelles étaient principalement dirigées contre une guérilla de nature ethnique (chinoise) longtemps soutenue par Pékin. Là aussi donc, se trouvaient liées sécurité interne et sécurité extérieure. Et, étant donné la subordination des militaires aux dirigeants civils, on peut ajouter que cette double conception caractérise les relations extérieures de la Malaisie dans leur ensemble.

Après la fin des hostilités avec l'Indonésie et une fois l'insurrection communiste repoussée aux abords de la frontière thaïlandaise, la cohésion fut à nouveau menacée, cette fois sur le plan interne, par les conflits ethniques de mai 1969. Bien que pouvant paraître insignifiants en comparaison d'autres expressions du barbarisme humain, les "événements de mai 1969"¹¹ marquent un point de rupture dans l'histoire du pays et restent une référence permanente dans la rhétorique politique d'aujourd'hui¹². Pour Lucien Pye, ces événements ont donné à la population la conscience de la nécessité d'une autorité civile (Pye 1985 : 36). Selon Case (1991 : 459), l'activité de certains dirigeants politiques et la passivité de Tunku Abdul Rahman ont précipité les violences ethniques qui ont eu pour effet, outre des restrictions à l'exercice de la démocratie, une modification de la donne politique où l'on peut distinguer trois volets. Premièrement, l'instauration de la Nouvelle politique économique (NEP), qui s'attaque aux racines du mécontentement malais par le biais d'un programme d'actions favorisant les *bumiputra*. La renégociation du pacte conclu après l'indépendance entre les communautés ethniques, en élargissant la coalition de partis au pouvoir devenue *Barisan Nasional* (Front national), déplace l'équilibre des pouvoirs en faveur de l'UMNO. Deuxièmement, suite à une série de changements constitutionnels et à la création d'une idéologie officielle, la *Rukunegara*, les règles implicites du débat social et de la mobilisation politique sont modifiées afin d'atténuer la rivalité ethnique et de consolider la domination malaise. Troisièmement, la position du Premier ministre est renforcée à la fois en tant que garant des intérêts malais et en tant que lea-

¹¹ Les élections générales de mai 1969 avaient vu la coalition gouvernementale perdre suffisamment de sièges pour ne plus disposer du seuil symbolique des deux tiers des sièges, nécessaire pour toute modification de la constitution. Les manifestations de "victoire" de l'opposition (essentiellement chinoise) avaient alors suscité des contre-manifestations de Malais. Ces événements dégénérèrent en émeutes qui coûtèrent la vie à plusieurs centaines de personnes des diverses communautés.

¹² Une autre interprétation de cette référence permanente à ces événements dans le discours politique est qu'elle servirait à rappeler indirectement aux non-Malais la domination politique des Malais. Interprétation suggérée par Jomo K.S.

der de la société multiraciale. Enfin, ces changements se reflètent dans l'orientation et la formulation de la politique extérieure, avec un relâchement des relations jadis étroites avec l'Occident.

Depuis la nomination de Mahathir, le rôle du Premier ministre en politique étrangère s'est renforcé. Au cours de nos entretiens à Kuala Lumpur, on nous a laissé entendre que la position de l'actuel ministre des Affaires étrangères, Abdullah Ahamad Badawi, face au Premier ministre était d'autant plus faible qu'il s'était engagé en 1987, lors de la scission de l'UMNO, aux côtés de Musa Hitam, un opposant à Mahathir. Sa marge d'indépendance est donc très limitée. En dépit de son apparente popularité, l'échec de sa réélection à l'une des trois vice-présidences de l'UMNO en novembre 1993, qui s'explique par son soutien à l'ex-vice-Premier ministre Ghafar Baba, a encore réduit son pouvoir.

Le rôle prépondérant du Premier ministre dans les relations extérieures a été facilité par la création, en dehors du *Wisma Putra* (ministère des Affaires étrangères), de centres d'influence et de conseil bien pourvus de moyens financiers et directement rattachés à Mahathir. Le plus important d'entre eux, qui est aussi le premier centre de recherches malaisien, est l'*Institute of Strategic and International Studies* (ISIS), fondé en 1983. L'influence de son directeur, Noordin Sopiee, sur Mahathir est diversement évaluée. Les personnes que nous avons interviewées lui attribuaient un rôle allant de simple rédacteur de ses discours à celui d'éminence grise, et notamment de véritable auteur de la proposition de créer un *East Asian Economic Grouping*. Parmi les instituts de ce genre dans les pays de l'ASEAN, l'ISIS est, avec l'ISEAS de Singapour, le plus important et le plus connu ; il s'est fait l'initiateur de liaisons étroites entre ces organismes. Grâce, entre autres, à l'organisation annuelle de tables rondes Asie-Pacifique, il joue un rôle significatif dans la constitution et le fonctionnement d'un réseau de spécialistes de stratégie et s'est fait largement connaître sur le plan international.

Au début des années quatre-vingt-dix, on a assisté en Malaisie à une prolifération de ces centres de recherche (certains plus spécialisés que d'autres) et, en 1993, ils n'étaient pas moins de vingt-six (*Asiaweek* 15/9/1993). Le plus important après l'ISIS est sans doute l'*Institute of Islamic Understanding, Malaysia*, plus connu sous son acronyme malaisien IKIM. Créé en 1992, il se consacre entre autres à l'étude des relations entre principes islamiques et politique étrangère. Le *Malaysian Institute of Maritime Affairs* (MIMA), dirigé par B.A. Hamzah, ancien officier et expert à l'ISIS, a pour mission d'étudier les questions maritimes, tant internes que régionales (*FEER* 23/9/1993). Sa création illustre la récente préoccupation de la Malaisie pour ces problèmes, notamment ses différends avec la Chine en mer de Chine.

En août 1991 fut créé l'*Institute of Diplomacy and Foreign Relations* (IDFR) avec, au poste de directeur général, un ancien ambassadeur de Malaisie aux

Etats-Unis proche de Mahathir, Albert Tallala. L'IDFR succède au *Centre for International Relations and Strategic Studies* (CIRSS), fondé en 1979, qui n'était qu'un département de l'institut national de formation des fonctionnaires¹³. Bien que sa mission principale soit la formation des diplomates, l'IDFR dépend directement du Premier ministre (IDFR 1992 : 9-10). On justifie ce rattachement par la seconde mission de l'Institut, qui est d'organiser des enseignements pour les fonctionnaires d'autres administrations et pour le secteur privé. Le besoin d'un tel organisme est lié au développement du *Wisma Putra* et à la nécessité d'améliorer la qualité de la représentation diplomatique extérieure. La satisfaction d'exigences de qualité est encore compliquée par le quota ethnique au sein du ministère des Affaires étrangères, qui est théoriquement, comme dans toutes les administrations, de quatre Malais pour un non-Malais mais qui, en pratique, serait plutôt de dix pour un.

Cette multiplication des centres de recherches, ces efforts pour améliorer l'efficacité des diplomates reflètent l'émergence de la Malaisie comme puissance moyenne sous le gouvernement Mahathir. Un leadership de type technocratique et entrepreneurial exige la formation de cadres et la création de structures capables de formuler des positions en politique extérieure, de les promouvoir, de susciter et de gérer les coalitions susceptibles de les faire aboutir¹⁴.

Dès son arrivée au pouvoir, Mahathir formula les quatre secteurs prioritaires de sa politique extérieure : l'ASEAN, l'Organisation de la Conférence islamique, le Mouvement des pays non alignés et le Commonwealth. Ce nouvel ordre des préoccupations était par bien des aspects, comme il apparaîtra clairement au cours de notre analyse, la confirmation d'une évolution amorcée sous Tun Razak, le deuxième Premier ministre de la Malaisie (1970-1976) et poursuivie par son successeur, Tun Hussain Onn (1976-1981). Nous allons examiner comment Mahathir, dans la continuité de ses prédécesseurs, utilise ces quatre forums pour consolider le statut de puissance moyenne et de " bon citoyen international " de la Malaisie.

¹³ Le travail du CIRSS est examiné par Kumarasari 1992.

¹⁴ Nous avons procédé à une première analyse de ces organismes semi-gouvernementaux dans Camroux 1994b.

L'ASEAN, Association des nations du Sud-Est asiatique¹⁵

L'ASEAN peut être considérée comme la première et la plus réussie des tentatives de la Malaisie pour construire une coalition régionale. C'est en effet ce pays qui avait essayé le premier de mettre sur pied une association régionale : d'abord l'*Association of Southeast Asia* en 1959 (avec les Philippines et la Thaïlande), puis en 1963 le Maphilindo (avec, comme son nom l'indique, les Philippines et l'Indonésie). Ces deux tentatives hardies connurent l'échec par suite de la *konfrontasi* lancée par Sukarno. Après sa chute et l'instauration du "nouvel ordre" du président Suharto, cinq États de l'Asie du Sud-Est se mirent d'accord pour former l'ASEAN. La déclaration de Bangkok établissait que les objectifs de l'association étaient avant tout

"d'accélérer la croissance économique, le progrès social et le développement culturel dans la région par une action conjointe dans un esprit d'égalité et de partenariat afin de consolider les fondements d'une communauté prospère et pacifique des nations de l'Asie du Sud-Est" (cité dans Sandhu *et al.* 1992 : 536).

Selon l'analyse de Richard Stubbs (1990 : 106-108), l'importance de l'ASEAN pour la Malaisie s'est fait sentir sur quatre plans. Tout d'abord, elle a contribué à atténuer certaines hostilités chroniques, séquelles de la *konfrontasi*. Ensuite elle a rendu possible une coopération avec la Thaïlande sur des problèmes qui empoisonnaient leurs relations frontalières. Elle a fourni à la Malaisie une tribune pour s'exprimer sur les revendications territoriales des Philippines dans la province du Sabah (Abd. Samad, Abu Bakar 1992). Enfin, elle a facilité les échanges avec Singapour. Tout cela concerne essentiellement les relations internes à l'association et ses premières années d'existence. Mais, sous l'impulsion de Mahathir, le rôle de la Malaisie évolua à mesure que l'ASEAN se développait, que des défis économiques extérieurs prenaient le dessus sur les problèmes diplomatico-stratégiques et que des questions de commerce international faisaient leur apparition à l'ordre du jour.

Les neuf premières années de l'ASEAN ne virent que des progrès limités dans l'application de la déclaration de Bangkok, portant essentiellement sur les relations entre ses membres. Pourtant, en 1971, la réunion de Kuala Lumpur déboucha sur une déclaration en faveur de l'établissement d'une zone de paix, de liberté et de neutralité en Asie du Sud-Est (ZOPFAN). C'était là une version modifiée de la proposition faite en septembre 1970 par le deuxième Premier

¹⁵ Individualiser le rôle de chacun des pays au sein de l'ASEAN est une tâche difficile. Un processus hautement complexe et généralement informel de prise de décision, une préférence marquée pour un style consensuel, estompent en général les contours individuels des initiatives de tel ou tel dirigeant national.

ministre de la Malaisie, Tun Abdul Razak, pour une neutralisation de l'Asie du Sud-Est garantie par les États-Unis, l'URSS et la Chine. Cette proposition était une réaction au retrait britannique de "l'Est de Suez" et à la volonté américaine, exprimée dans la "doctrine de Guam", de se désengager de la région. Bien que le texte finalement adopté ne mentionnât plus les garanties des superpuissances et leur substituât le concept de reconnaissance et de respect, il reste que l'initiative malaisienne est parvenue à exclure la zone de l'intervention soviétique et chinoise.

Les victoires communistes au Cambodge, au Laos et au Vietnam poussèrent les États membres de l'ASEAN à lui fixer des ambitions plus hautes. Au sommet de Bali en 1976, les objectifs de l'association - la coopération politique étant plus explicitement reconnue - furent réaffirmés et la décision fut prise de créer un secrétariat permanent. La Malaisie, sous l'autorité du ministre des Affaires étrangères, Tengku Ahmad Rithauddeen, tenta de jouer le rôle d'intermédiaire entre l'ASEAN et le Vietnam. Elle avait établi des relations officielles avec le Vietnam réunifié au début de l'année 1976 et y avait envoyé des équipes d'experts pour contribuer à son développement (Rajendran 1985 : 77). Cela n'alla pas sans refroidir ses relations avec la Chine, déjà distendues par suite de considérations internes concernant l'influence de ce pays sur la communauté sino-malaisienne (Shafruddin 1986).

Le discours malaisien changea avec l'afflux de réfugiés vietnamiens : le nombre total des *boat people* reçus par la Malaisie avait atteint près de 110 000 personnes en juin 1979. Outre le coût économique, le fait que 70 à 80 % de ces réfugiés étaient d'origine chinoise était particulièrement inquiétant. Mahathir, alors vice-Premier ministre, exprima en novembre 1978 la crainte que des éléments subversifs fussent présents parmi eux (Rajendran 1985 : 118). La Malaisie essaya donc de pousser les autres États de l'ASEAN et les pays développés à faire pression sur le Vietnam pour arrêter l'exode. En même temps elle encouragea les pays d'accueil à accélérer l'intégration des réfugiés indochinois.

Dans cette seconde période de son histoire, l'ASEAN s'inquiéta beaucoup de l'occupation du Cambodge par le Vietnam. Sur ce point les principaux rôles furent joués par la Thaïlande, du fait de sa proximité géographique, et par l'Indonésie en tant qu'organisatrice des réunions informelles de Djakarta entre factions cambodgiennes, et en tant qu'ancienne vice-présidente de la conférence de Paris sur l'Indochine. La politique de l'ASEAN dans le conflit cambodgien consistait à nier toute légitimité internationale au régime de Phnom Penh ("République du Kampuchea") allié au Vietnam et à obtenir des gouvernements occidentaux et du Tiers Monde qu'ils continuent à reconnaître le "Kampuchea démocratique" (régime de Pol Pot, chassé par les Vietnamiens) (Frost 1990). Cette action s'exerça essentiellement au sein des Nations unies sans que cela exclue totalement la diplomatie bilatérale. La Malaisie, dont la marge de

manoeuvre était très réduite, se contenta d'exprimer sa solidarité avec cette position. Néanmoins, le problème des réfugiés ainsi que la crise cambodgienne conduisirent à une nette amélioration des relations sino-malaisiennes. Après la signature de l'accord de paix (octobre 1991), la Malaisie envoya deux bataillons au Cambodge dans le cadre de l'ONU, ce qui représenta, avec celle de l'Indonésie, la contribution la plus significative des pays de l'ASEAN à l'opération de paix. Lorsque le Vietnam se fut retiré du Cambodge, Mahathir considéra que les conditions étaient remplies pour qu'il soit accepté comme partenaire de l'ASEAN, voire, ensuite, comme membre à part entière. Contrairement à Singapour, il ne jugeait pas nécessaire d'exiger d'abord du Vietnam qu'il changeât son système intérieur, affirmant que, " s'il adhérait aux idées de l'ASEAN, son système de gouvernement ne devait pas faire obstacle à son adhésion " (cité dans Acharya 1993 : 43). En avril 1992, Mahathir allait être le premier Premier ministre malaisien à avoir jamais effectué une visite officielle au Vietnam.

Selon certains observateurs occidentaux, la fin de la guerre froide et la résolution du problème cambodgien (qui lui est indirectement liée) laissèrent l'ASEAN sans programme. Il est vrai que le front uni qu'elle avait présenté sur cette question lui avait conféré une forte visibilité sur la scène internationale. Mais cette façon de voir ignore les forces de globalisation et d'intégration économique qui ont fourni de nouveaux enjeux de mobilisation et un nouvel ordre du jour à l'association. Le gouvernement malaisien chercha à jouer là un rôle significatif.

La première de ces questions était la coopération économique. L'ordre du jour économique de Mahathir pour l'ASEAN doit être évalué en fonction de sa nouvelle perception des relations internationales, qui est bien illustrée par son discours devant la troisième table ronde Asie-Pacifique de l'ISIS¹⁶. Se montrant à cette occasion plus observateur qu'acteur de la scène internationale, il notait que le monde entrait dans une période qu'il qualifiait d'" impérialisme *soft* " :

" On peut de plus en plus affirmer que la prospérité nationale et le pouvoir politique se fonderont non plus sur les territoires qu'une armée peut conquérir et les populations qu'une nation peut assujettir, mais sur la pénétration des marchés, le degré de dépendance des autres peuples par rapport aux flux financiers, à la technologie et au marché intérieur d'une nation, ainsi qu'aux produits que celle-ci peut fabriquer et aux services qu'elle peut fournir...

¹⁶ Les tables rondes Asie-Pacifique annuelles, dont, à l'automne 1994, sept se sont déjà tenues, ont démontré la capacité d'initiative et de lobbying des instituts malaisiens de relations extérieures et leur aptitude à nouer des relations avec des personnalités régionales influentes dans le domaine de la sécurité.

" S'il s'avère que j'ai raison, si nous voyons bien, au cours des prochaines années, des exemples toujours plus nombreux d'expansionnisme économique et toujours plus rares d'expansionnisme militaire, alors nous pouvons nous attendre à ce que notre avenir soit déterminé par les Etats marchands plutôt que par les Etats militaires. Cette tendance à la suprématie de l'économie ne peut que s'accroître à l'heure où les passions idéologiques se dissipent, où la guerre froide se meurt, où le recours aux moyens militaires diminue, où les très grandes, les grandes et les petites puissances se tournent vers le développement économique et le bien-être social ". (Mahathir 1989b : 283-284).

Sur la base de cette analyse, Mahathir s'inquiétait de plus en plus de voir l'ASEAN ne pas parvenir à parler d'une seule voix sur le plan économique. Il a d'ailleurs souvent déploré l'incapacité de l'association à réaliser une intégration économique plus étroite :

" Dans un monde où les relations internationales sont chaque jour davantage dictées par des considérations économiques, l'incapacité d'élaborer un programme de coopération économique efficace, intelligent et réaliste capable de répondre aux intérêts de chacun aboutira à faire de l'ASEAN un tigre édenté, au lieu du tigre économique que nous désirons tous devenir " ¹⁷(cité dans Moellers et Mahmood 1993 : 3).

Au quatrième sommet de l'ASEAN en janvier 1992 à Singapour, les Etats membres signèrent un accord de libre-échange (AFTA) qui prévoyait des réductions tarifaires progressives et leur suppression en quinze ans. Bien que l'initiative en revint formellement au Premier ministre thaïlandais de l'époque, Anand Panyarachum, les économistes malaisiens avaient contribué à la plupart des travaux préparatoires. Mahathir avait pressenti depuis longtemps qu'après quinze années d'existence l'ASEAN devrait s'attaquer à la coopération économique (Aziz 1990 : 65). Les économies de la Malaisie et de la Thaïlande constituant un moyen terme entre le libre-échangisme de Singapour et de Brunei et le protectionnisme de l'Indonésie et des Philippines, elles occupaient une position charnière par rapport à l'AFTA. En bon représentant d'une puissance moyenne, le gouvernement malaisien a tenté de " donner l'exemple " en réduisant ses tarifs avant la date prévue.

Un autre domaine que la fin de la guerre froide mettait à l'ordre du jour de l'ASEAN était celui de la défense et de la sécurité. On l'a noté, l'ASEAN avait déjà fonctionné *de facto* comme accord de sécurité, peut-être parce qu'elle n'en

¹⁷ L'emploi du " nous " et du singulier pour " tigre " est significatif, car il peut s'interpréter comme renvoyant à la fois à la Malaisie et à l'ASEAN collectivement.

était pas formellement un ; et la proposition malaisienne de ZOPFAN était la première tentative de pourvoir l'association d'une structure de défense s'exerçant au-delà de ses frontières. Pourtant, loin d'être une cause de satisfaction, le retrait militaire des Etats-Unis et de l'URSS de la région fut, pour la Malaisie, une source d'inquiétude parce qu'il risquait d'offrir à la Chine la possibilité d'affirmer son influence (Acharya 1993 : 44). A l'origine, la Malaisie aurait préféré que les Etats-Unis maintinssent leurs bases aux Philippines (*IHT* 14/8/1989) ; néanmoins, une fois la décision de retrait prise, elle accepta la décision singapourienne d'offrir des facilités aux Etats-Unis et leur proposa de son côté l'accès à certaines de ses installations (Sodhy 1991 : 410). Ses craintes semblèrent justifiées par les activités militaires de la Chine en mer de Chine du Sud et l'aggravation des tensions à propos des îles Spratley. Sa réaction fut de deux ordres : au niveau militaire, elle accrut ses capacités de défense navale en acquérant dix-huit Mig 29, huit avions F-18 et deux frégates lance-missiles de fabrication britannique, et en projetant l'achat de trente patrouilleurs¹⁸ ; sur le plan international, elle chercha à influencer les ébauches d'institutions de sécurité Asie-Pacifique de manière à y faire jouer le rôle central par l'ASEAN. Abu Hasan Omar, alors ministre des Affaires étrangères, proposa même en mai 1989 de mettre sur pied une " communauté de défense " de l'ASEAN, proposition qui ne fut soutenue ni par son propre gouvernement ni par l'armée. S'il n'existe aucune coopération multilatérale formelle sur le plan militaire, la Malaisie entretient cependant de bonnes relations bilatérales, notamment par le biais de manoeuvres conjointes, avec tous les autres Etats membres sauf les Philippines. Des initiatives tendant à la création d'une organisation de sécurité Asie-Pacifique avaient été lancées par des pays non membres de l'ASEAN, notamment par l'ex-Président de l'URSS Mikhaïl Gorbatchev à Vladivostok en 1987 et plus tard par les ministres des Affaires étrangères d'Australie et du Canada (Cooper *et al.* 1993 : 152-156). Ces propositions, conçues comme un équivalent asiatique de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), ne suscitèrent que des réactions assez tièdes de la part de la Malaisie. D'une part celle-ci craignait que les membres occidentaux d'une telle institution ne l'utilisent (comme ils le faisaient en Europe) en vue de certains objectifs dans le domaine des droits de l'homme. D'autre part, à l'instar de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique, qui regroupe 18 pays riverains du Pacifique, y compris les Etats-Unis et d'autres Etats d'Amérique), un tel organisme était ressenti comme pouvant affaiblir l'intégrité et l'influen-

¹⁸ Les dépenses malaisiennes de défense, qui représentaient 1,5 milliard de dollars malaisiens (600 millions de dollars US) et 4,2 % des dépenses de l'Etat au cours du cinquième Plan quinquennal (1986-1990), sont passées à 6 milliards (2,4 milliards de dollars US) et 15,3 % des dépenses de l'Etat dans le plan suivant (1991-1995)(Acharya 1993 : 66).

ce de l'ASEAN en la noyant dans un ensemble beaucoup trop vaste. Les dirigeants de l'ASEAN, Malaisiens compris, s'efforcèrent donc de donner à l'association un rôle de pivot au sein de l'APEC, misant sur les liens bien établis avec les " partenaires du dialogue " ¹⁹. En avril 1992, par exemple, le ministre malaisien de la Défense, Najib Abdul Razak, proposa que son pays accueille la première conférence sur la sécurité régionale de l'Asie-Pacifique (*The Age* 10/4/1992). En juillet 1993, la conférence post-ministérielle de l'ASEAN décida d'organiser un forum régional, auquel devaient participer l'association et ses partenaires du dialogue sous forme de diplomatie préventive (Acharya 1993 : 74). La première réunion de ce forum, qui ne se voulait qu'une prise de contact, eut lieu à Bangkok en juillet 1994, après la réunion annuelle de l'ASEAN. A cette occasion, la Malaisie proposa l'admission du Vietnam, du Laos, du Cambodge puis de la Birmanie et, comme étape transitoire, la création d'une Communauté de l'Asie du Sud-Est (*FEER* 28/7/1994).

L'utilité de l'ASEAN pour la Malaisie et pour les autres Etats membres se situe à plusieurs niveaux. Lors des conférences post-ministérielles ordinaires, les dirigeants de l'ASEAN sont amenés à rencontrer des personnalités officielles importantes des pays partenaires du dialogue : les Etats-Unis, l'Union européenne, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La venue de ces personnalités a valeur à la fois symbolique, comme sanction de l'importance internationale de l'association, et fonctionnelle par la recherche de concessions et la poursuite de négociations. Même si, du moins jusqu'à la création de l'AF-TA, l'ASEAN n'a pas réussi à promouvoir la coopération économique (Suryamongkol 1988), son existence a certainement permis aux politiques économiques nationales de mieux fonctionner : ce n'est peut-être pas à l'association que ses membres doivent leur croissance économique, mais elle n'y a assurément pas fait obstacle. Enfin, l'ASEAN fournit à une puissance moyenne telle que la Malaisie un lieu où elle peut oeuvrer à ses intérêts et un dispositif d'amplification de sa voix. Ainsi les initiatives malaisiennes précédant la convention régionale des droits de l'homme des Nations unies à Bangkok (février 1993) et la conférence générale à Vienne quatre mois plus tard furent considérées comme le fruit d'un travail consensuel au sein de l'ASEAN aboutissant à un point de vue spécifiquement asiatique sur le sujet. Par ailleurs, la coopération sur certains points avec des membres qui appartiennent également soit au Mouvement des pays non alignés, soit à l'Organisation de la Conférence is-

¹⁹ Après les réunions des ministres des pays de l'ASEAN, des réunions informelles dites " post-ministérielles " ont lieu avec les représentants de certains pays appelés " partenaires du dialogue " : Australie, Canada, Etats-Unis, Japon, Nouvelle-Zélande, ainsi que l'Union européenne représentée par un membre de la Commission et un délégué du pays membre détenant la présidence.

lamique offre aux dirigeants malaisiens la possibilité d'étendre encore leur influence.

Mais être membre de l'ASEAN a un prix au moins potentiel : la subordination des intérêts nationaux à ceux de l'organisation, et présente un risque : la moindre capacité à consolider l'identité nationale, à la fois parce que l'on peut être amené à faire passer l'association avant la nation et parce qu'on est contraint de redéfinir le " monde extérieur ". L'ASEAN n'a pas de président (ce qui, étant donné les intérêts nationaux en compétition et les fortes personnalités de dirigeants comme Suharto, Mahathir ou Lee Kuan Yew, est plutôt une bonne chose), mais le prestige international de l'association permet à tous les dirigeants de tirer gloire de ses succès aux yeux de leur propre population. Par ailleurs, la pratique du consensus et le caractère diffus de la prise de décision au sein de l'association contribuent à limiter les dommages en termes de réduction de la souveraineté : au niveau des élites, une communauté de l'ASEAN a vu le jour. La Malaisie sous Mahathir est, du fait de sa situation interne, le membre le plus à même de tirer profit du style consensuel au sein de l'association (Sandhu *et al.* 1992).

Pour reprendre l'analyse de Sophie Boisseau du Rocher (1994 : 463), le modèle ASEAN fonctionne autour de trois axes qui se croisent tout en restant autonomes : " Le régional au service du national, la coopération entre l'Etat et l'entreprise [et] le respect des dynamiques [nationales] propres ". Outre ses qualités propres, ce modèle possède, à notre sens, une importance interne en Malaisie car il rejoint le concept de *Malaysia Inc.* (" Malaisie S.A. ") qui est promu à tous les niveaux de la société comme la clé de voûte idéologique de " Vision 2020 ", programme que s'est donné la Malaisie pour devenir une nation moderne et industrialisée en trente ans. Pour amener le pays au niveau de vie des Etats occidentaux, le concept de *Malaysia Inc.* implique la coopération entre les secteurs public et privé, voire l'effacement des différences entre acteurs étatiques et non étatiques, tout en laissant la place aux initiatives individuelles (voir Ahmad Sarji 1993 : chapitres 15-17).

A un autre niveau, la position de la Malaisie " au coeur de l'ASEAN " (Antolik 1990 : 18)²⁰ lui confère, ainsi qu'à ses dirigeants, un rôle crucial, qui est également lié à sa nature de société multiraciale. Selon ce commentateur,

" La Malaisie ne pratiquerait certainement pas une politique aussi accommodante pour ses voisins si son régime n'était pas un régime de tolérance vis-à-vis des races présentes sur son sol. Et, parce qu'elle se trouve au centre

²⁰ Situation que l'adhésion du Vietnam, du Laos, du Cambodge et de la Birmanie modifierait sensiblement.

géographique de la région, que son territoire constitue le chaînon qui relie tous les Etats membres, sa stabilité est essentielle à l'ASEAN " (Antolik 1990 : 167).

En somme, de par son rôle dans les " inter-rétroactions " entre politique interne et globale, l'ASEAN est vitale pour la Malaisie. Elle incarne, en tant qu'entité multiethnique, un modèle pour la société malaisienne et elle agit, en tant qu'organisation régionale pourvue d'une bonne visibilité internationale, comme échelon intermédiaire entre le national et le global. Ces deux rôles sont complémentaires.

L'Organisation de la conférence islamique

L'importance toute particulière accordée par la Malaisie au mouvement islamique international apparaît dès le gouvernement de Tunku Abdul Razak, pour s'épanouir ensuite sous Mahathir dans les années quatre-vingt. Avec la fin de la confrontation avec l'Indonésie, l'abrogation en 1971 du traité de défense anglo-malaisien et l'énonciation par le président Nixon de la doctrine de Guam (qui annonçait le retrait partiel des Etats-Unis de la région), la marge de manoeuvre des leaders politiques malaisiens en matière de politique étrangère s'élargissait. Dans le premier discours qu'il prononça en tant que Premier ministre devant le *Dewan Rakyat* (Chambre basse du Parlement) le 26 juillet 1971, Tun Razak proposa de recentrer la politique étrangère autour de l'ASEAN, du Mouvement des pays non alignés, des pays musulmans et du Tiers Monde en général.

Après les émeutes raciales de 1969, le resserrement des liens avec les pays musulmans doit être resitué dans le contexte de la nouvelle politique économique mise en place. Le programme de discrimination positive en faveur des Malais, tant sur le plan politique qu'économique, tenait compte de la double nature de l'identité malaise : ethnique et religieuse (Mutalib 1990 : chap. 6). Alors qu'il était ministre de l'Education, Mahathir avait déjà pris un certain nombre d'initiatives, établissant l'enseignement de l'islam dans les écoles publiques, finançant des écoles islamiques, construisant le premier institut islamique de formation d'enseignants, etc. Une fois nommé Premier ministre, il intensifia son action avec, notamment, la création en 1983 d'une banque islamique et d'une université islamique internationale, et l'accélération du programme de construction de mosquées.

Ces programmes spécifiques étaient destinés, du moins en partie, à répondre à la résurgence islamique que Chandra Muzaffar (1987) lie au sentiment d'aliénation spirituelle éprouvé par certains face à l'urbanisation accélérée et à l'occidentalisation des moeurs. Du point de vue du gouvernement, cette résurgence comportait un risque de déstabilisation et ses conséquences politiques se firent vite sentir : l'UMNO se trouva en compétition plus serrée avec le parti islamique le plus ancien, *Islam Se-Malaysia* (plus connu sous son acro-

nyme malais de PAS). Afin de réduire l'attrait électoral de ses opposants et pour maintenir la paix interethnique par le contrôle des activités islamiques, le gouvernement Mahathir dut prendre l'initiative dans le processus d'islamisation²¹.

Pourtant, ce faisant, il provoqua un trouble profond au sein des communautés chinoise et indienne. Ce malaise se manifesta dans la campagne de signatures organisée en mai 1990 par le Conseil consultatif sur le bouddhisme, le christianisme, l'hindouisme et la religion sikhe contre l'instauration de la *shari'a* en Malaisie. Au sein du *Barisan Nasional* même, les relations se tendirent entre Mahathir et ses partenaires de la *Malaysian Chinese Association*. Notons que, pour les non-Malais, la réaffirmation religieuse est parfois la seule façon d'exprimer l'opposition au régime (Shamsul 1994). Plus tard, la politique officielle d'islamisation prit des formes plus consensuelles avec la mise en place de structures de dialogue avec les non-musulmans aussi bien en Malaisie qu'à l'étranger. L'*Institute of Islamic Understanding* (IKIM) joue là un rôle essentiel, d'une part par l'organisation de rencontres avec des organismes étrangers tels que l'Institut Goethe (Syed, Syed 1994) et l'Institut d'échanges universitaires américano-malaisiens (Abdul, Ahmad 1994), d'autre part et surtout par la propagation (au travers des médias) d'une forme d'islam à la fois moderne et propre à la Malaisie, qui se veut adaptée à une nation dynamique en voie d'industrialisation (Aidit 1993). Dans ce travail d'ingénierie idéologique, le dialogue international sert à soutenir les actions entreprises à l'intérieur du pays.

Sur le plan intérieur, la participation au mouvement islamique international et le renforcement des liens avec d'autres pays islamiques présentaient l'avantage de renforcer la légitimité islamique de l'UMNO aux yeux des Malais sans susciter de trouble au sein des autres communautés. Cela ne signifie pas que telles étaient les motivations principales de Mahathir mais ce sont là des effets secondaires dont l'importance mérite d'être soulignée. Quoi qu'il en soit, pour la formation d'opposition *Democratic Action Party* (DAP), dominée par les Sino-Malaisiens, le "facteur islamique" est le domaine où les considérations intérieures influencent le plus la politique extérieure de Mahathir²². Dans ses premières années au pouvoir, ce dernier utilisa l'antisionisme comme thème mobilisateur : en avril 1986, pour justifier l'interdiction de l'*Asian Wall Street Jour-*

²¹ Nous ne suggérons pas que les actions du gouvernement Mahathir en faveur de l'islam n'avaient pas de motivations religieuses ; nous nous contentons d'en souligner les motivations politiques.

²² Entretiens avec le secrétaire général du DAP, Lim Kit Siang, et avec son secrétaire international, Gooi Hock Seng, 7/8/1993.

nal pendant trois mois et l'expulsion de deux de ses journalistes basés en Malaisie, qui avaient pour motif véritable une série d'articles concernant le népotisme du ministre des Finances de l'époque, Daim Zainuddin, Mahathir expliqua que le journal était contrôlé par les juifs (Sodhy 1991 : 441). Déjà avant cet incident, l'Orchestre symphonique de Boston annula un concert à Kuala Lumpur parce que les autorités lui avaient demandé de retirer de son programme une oeuvre du compositeur Ernest Bloch. Plus récemment, le Conseil de censure a interdit le film *La Liste de Schindler* au motif qu'il "dépaignait les vertus d'une certaine race seulement... Il semble que le film serve une certaine propagande en visant à la fois à susciter la sympathie et à ternir l'image de l'autre race" (*IHT* 24/3/1994). Sur intervention du vice-Premier ministre, Anwar Ibrahim, la mesure fut rapportée, mais le film ne fut pas distribué, en apparence parce que le réalisateur n'accepta pas la suppression de certaines scènes de violence et de sexualité.

Si la Malaisie a toujours été un membre actif de l'OIC, sous Mahathir cet engagement se renforça encore. Lors de la réunion de l'OIC de 1981, il proposa une aide économique et militaire aux moudjahidine d'Afghanistan. La préoccupation traditionnelle de la Malaisie pour le conflit israélo-palestinien fut réaffirmée. La même année, le bureau de l'OLP à Kuala Lumpur se vit accorder le statut d'ambassade. En mai 1983, la Malaisie organisa une conférence internationale sur la Palestine au cours de laquelle Mahathir exprima, en termes très fermes, sa condamnation de l'expansionnisme et de l'agression israéliens. En juillet 1984, Yasser Arafat fit une visite officielle triomphale en Malaisie, qui s'acheva par un rassemblement de masse organisé par l'UMNO au stade de Negara. D'autres visites suivirent, la dernière en août 1993, mais aucune ne revêtit un caractère aussi spectaculaire, en partie, me semble-t-il, du fait que d'autres problèmes étaient à l'ordre du jour du mouvement islamique international, en partie parce que la situation intérieure du pays a changé. D'ailleurs, une fois l'accord de paix signé entre l'OLP et Israël, Mahathir a réagi positivement à la proposition d'établir des relations diplomatiques que lui faisait son homologue israélien, Yitzhak Rabin, affirmant que cela pourrait se faire à moyen terme (*FEER* 7/7/1994)²³.

Bien qu'actif au sein du mouvement islamique, le gouvernement Mahathir restait prudent vis-à-vis des régimes les plus radicaux : Libye, Syrie et surtout Iran. Craignant une "exportation" du modèle iranien en Malaisie, il prit ses distances par rapport au régime Khomeyni et envisagea même d'interdire les

²³ Ce rapprochement fait suite à la visite privée en Israël du frère du roi, Tunku Abdullah Abdul Rahman. La rumeur selon laquelle le prince était en fait un émissaire de Mahathir est difficile à prouver étant donné qu'il est officiellement illégal de se rendre dans ce pays.

voyages de citoyens malaisiens en Iran. Là encore les considérations étaient d'ordre intérieur. Malgré la tentative du PAS pour introduire le *hudud*²⁴ dans l'Etat du Kelantan qu'il gouverne, Mahathir continue à affirmer que l'instauration d'un Etat islamique reste inopportune dans une Malaisie multiethnique (Mutalib 1990 : 131-133). Lors de deux congrès successifs de l'UMNO, il a lancé de violentes attaques contre l'extrémisme religieux (Mahathir 1992e, 1993e), avant de qualifier de "déviationniste" par rapport à l'islam la législation du PAS et d'insister sur l'idée que le *hudud* est inapplicable dans le contexte malaisien.

Confronté à la popularité croissante de la secte chi'ite Al-Arqam (10 000 adeptes et 100 000 à 200 000 sympathisants dont 7 000 fonctionnaires), le gouvernement opta pour la manière forte. Le 5 août 1994, le département des Affaires islamiques, qui dépend des services du Premier ministre, interdit la secte et menaça de poursuites ceux qui ne renonceraient pas à leur adhésion (*FEER* 11/8/1994). Les 257 écoles et les 48 "villages islamiques" de la secte furent fermés et ses biens, évalués à plus de cent millions de dollars US, saisis. Cette action avait été précédée en juillet d'une initiative au niveau de la région : lors d'une réunion de l'ASEAN à Bangkok, la délégation malaisienne avait alors proposé une action concertée contre l'extrémisme religieux (*JHT* 27/7/1994). C'est ainsi qu'Al-Arqam fut interdit à Singapour, à Brunei et dans neuf provinces indonésiennes aussi bien qu'en Malaisie. Le 2 septembre 1994, son leader, Ashaari Muhammad, fut extradé de Thaïlande en Malaisie, où il est aujourd'hui incarcéré ainsi qu'un certain nombre de ses disciples.

Pendant la guerre du Golfe, le gouvernement malaisien se trouva placé dans une situation délicate. Membre du Conseil de sécurité des Nations unies à l'époque, la Malaisie condamna l'invasion du Koweït par les Irakiens. Pourtant Mahathir n'offrit pas de troupes pour l'opération et déclara qu'il n'en enverrait que si les Lieux Saints de La Mecque et de Médine se trouvaient menacés. Lorsque l'Irak lança ses missiles contre Israël et que la coalition essentiellement occidentale, dirigée par les Américains, eut l'air de vouloir non plus seulement mettre fin à l'occupation du Koweït mais faire tomber Saddam Hussein, l'opinion en Malaisie, et notamment parmi les Malais, se retourna. Les images télévisées de quartiers d'habitations de Bagdad bombardés par les forces de la coalition provoquèrent un sursaut de sympathie pour l'Irak. Mahathir condamna ce qu'il appela "la destruction délibérée" des villes irakiennes. La presse *bahasa* (en malais), en particulier, devint plus ouvertement

²⁴ Le *hudud* (ce mot signifie "obligatoire") est, dans le cadre de la *shari'a*, un ensemble de punitions contre les crimes tels que vol, adultère, consommation d'alcool... que le gouvernement du Kelantan souhaitait rendre applicables tant aux musulmans qu'aux non-musulmans dans cet Etat. Les tribunaux islamiques ont jusqu'ici en Malaisie une compétence limitée au statut civil (mariage, famille) et ne concernent que les musulmans. Pour une analyse de cette controverse, voir Seda-Poulin 1993.

pro-irakienne et la rumeur courut qu'au Kelantan le PAS organisait une force de quelque 2 500 volontaires pour aller combattre en Irak. Mais finalement les répercussions internes furent limitées et l'on n'enregistra qu'une attaque contre des intérêts commerciaux américains. Par ailleurs, le gouvernement Mahathir profita de l'occasion d'une conférence internationale d'érudits sur l'islam, tenue en mai 1991, pour tenter de ramener le consensus parmi les pays musulmans.

Johan Saravanamuttu affirmait à propos de la politique étrangère de la Malaisie avant Mahathir :

" On peut penser que les relations de la Malaisie avec le monde musulman constituent en partie une attitude. Pour la Malaisie, la solidarité musulmane est un objectif vague et lointain, d'autant que la distance est grande avec le Moyen-Orient qui en est l'épicentre. Seulement, ces relations ont une justification pragmatique : à l'intérieur, vu la majorité musulmane de la population, elles sont une nécessité politique absolue " (Saravanamuttu 1987 : 147).

Même si cette appréciation minimise le sentiment réel de solidarité exprimé par nombre de dirigeants Malais envers le peuple palestinien et le ressentiment éprouvé contre l'Occident pour son soutien à Israël, elle contient une part de vérité. Il faut toutefois l'amender pour l'appliquer à l'ère Mahathir. Tout d'abord, celui-ci a utilisé ses relations d'amitié avec les pays musulmans du Moyen-Orient pour accroître les exportations de la Malaisie vers cette région qui, en 1990, ne représentaient encore que 1,8 % des exportations totales. En 1993, la Malaisie fut acceptée au sein de la Chambre de commerce islamique internationale basée à Jeddah (*FEER* 10/6/1993).

Par ailleurs, d'un point de vue idéologique, nous dirons que, sous Mahathir, la défense de l'*umma*, la communauté musulmane, fut infléchie de façon à la rendre plus acceptable à tous les citoyens. On peut citer deux exemples. En défendant, en mars 1992, les musulmans birmans (Rohingyas) persécutés par le régime de Rangoon, la Malaisie transgressait le principe de non-ingérence de l'ASEAN. L'initiative des critiques portées contre la junte de Rangoon ne revient d'ailleurs pas à Mahathir mais à son ministre de l'Industrie et du Commerce international, Rafidah Aziz. Pourtant, exprimée en termes de défense des droits des minorités, la position gouvernementale ne pouvait pas ne pas être approuvée par les partis chinois au sein du *Barisan Nasional* et aussi par le DAP dans l'opposition. Plus récemment, le sort scandaleux fait aux musulmans de Bosnie a provoqué un profond sentiment de révolte en Malaisie, sentiment qui a franchi les barrières ethniques. La Malaisie a accueilli quelques centaines de réfugiés bosniaques et les a hébergés dans des conditions très convenables dans les environs de Kuala Lumpur. En comparant la situation de l'ex-Yougoslavie avec celle de l'Irak ou de la Somalie, et notam-

ment en lançant une attaque virulente contre la politique inéquitable (“ deux poids, deux mesures ”) des pays occidentaux (Mahathir 1992b, 1993b : 6), Mahathir a réussi à donner à un problème qui ne pouvait au départ toucher que les musulmans (c'est-à-dire les Malais) un écho dans la société malaisienne tout entière. Une fois de plus, il a su retourner ceux qui le critiquaient (Chandra 1993c). La crise bosniaque a aussi, sans nul doute, permis à Mahathir de donner un nouveau souffle à l'OCI, lors de la conférence des ministres des Affaires étrangères de juillet 1993 au Pakistan, en proposant d'envoyer des troupes pour les opérations de paix des Nations unies (NST 14/7/1993). Le premier détachement de quelque 1 400 soldats malaisiens a quitté le pays pour la Bosnie à la fin de septembre 1993 (FEER 14/10/1993).

La prise en considération d'enjeux intérieurs à propos de la Bosnie apparaît également dans la décision d'accueillir à Kuala Lumpur, les 16 et 17 novembre 1993, une conférence internationale réunissant deux cents juristes pour se pencher sur les massacres perpétrés dans cette partie de l'ex-Yougoslavie. On peut douter de l'efficacité d'une telle conférence contre ce qu'on appelle euphémiquement le “ nettoyage ethnique ”, mais elle donna un élan à ce débat au sein de la communauté malaisienne et notamment malaise.

Le Mouvement des pays non alignés

Les relations avec le Mouvement des pays non alignés ont été, comme dans le cas du mouvement islamique, lancées par les prédécesseurs de Mahathir et largement développées par lui. Le Mouvement faisait partie des priorités énumérées par Tun Razak dans son discours, cité plus haut, du 26 juillet 1971. Mais l'avènement de la Malaisie comme “ cinquième dragon ”, à la fin des années quatre-vingt, fit évoluer la pensée de Mahathir en matière de politique extérieure, dans le sens que voici : en tant que pays du Tiers Monde qui a “ réussi ”, la Malaisie peut désormais se poser en porte-parole des nations en voie de développement. Cette candidature au rôle principal parmi les non-alignés ne va pas sans ironie, car c'est précisément l'“ occidentalisation ” de la Malaisie - maîtrise de l'anglais, pratique d'un style direct en politique et fonctionnement de l'infrastructure diplomatique perfectionnée que représente le *Wisma Putra* - qui l'autorise. Ces atouts techniques et cet esprit d'initiative correspondent aux ambitions d'une puissance moyenne cherchant à consolider son rôle.

Sous Mahathir, le dialogue Sud-Sud (c'est-à-dire la coopération entre pays en développement) a été fortement encouragé, la Malaisie étant, par exemple, l'initiatrice en 1988 du Groupe des quinze nations en voie de développement (G15). C'est à Kuala Lumpur que s'est tenue, cette même année, la première réunion importante de ce groupe. Après le deuxième sommet du groupe à Kuala Lumpur en 1990, une banque de données, la SITTEDEC, financée par

le gouvernement malaisien, fut créée en vue de consolider les liens commerciaux entre pays du Sud. La Malaisie mit également sur pied un système de paiement bilatéral (BPA), géré par la Banque centrale malaisienne, et proposa la création d'un organe multilatéral. Dans la perspective malaisienne, exposée au troisième sommet du groupe qui s'est tenu au Sénégal en novembre 1992, l'objectif du G15 est d'accélérer le développement de ses membres en s'appuyant sur les relations commerciales mutuelles et de présenter un front uni dans les forums internationaux tels que les Nations unies, la Conférence mondiale des droits de l'homme et autres (NST 4/9/1992).

Le nouvel ordre du jour de Mahathir pour le MNA est très bien illustré dans une série d'initiatives à la réunion des Nations unies sur l'environnement, qui s'est tenue à Rio de Janeiro en juin 1992. Avant ce sommet, une réunion des pays non alignés s'était tenue à Kuala Lumpur pour préparer une position commune. A cette réunion, de même qu'à Rio, Mahathir lança une violente attaque contre les pays occidentaux, déclarant que leurs exigences dans le domaine de l'environnement, notamment en ce qui concerne l'exploitation des forêts tropicales, étaient une tentative délibérée de freiner le développement économique des nations en voie de développement. Il insista avec quelque raison sur le fait que les nations du Nord étaient les principales responsables de la pollution mondiale et que les restrictions à l'exploitation des forêts tropicales devaient également s'appliquer à celles des pays tempérés. Des initiatives multilatérales analogues furent prises avant la réunion à Bangkok des pays asiatiques sur les droits de l'homme et la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue à Vienne en 1993. Dans l'un comme dans l'autre domaine, le discours virulent de Mahathir occulte ses pratiques : la Malaisie, du moins en ce qui concerne la péninsule, possède la réglementation la plus stricte d'Asie du Sud-Est en matière d'environnement (IHT 16/4/1993) et le régime a toujours usé de procédures légales à l'encontre de ses opposants. Sur un plan théorique, toutes ces initiatives confirment l'hypothèse avancée au début de cette étude selon laquelle les questions “ de troisième plan ”²⁵ sont les plus génératrices de coalitions entre puissances moyennes.

Pour un diplomate britannique, observateur du sommet des non-alignés à Djakarta en septembre 1992, la Malaisie était devenue l'“ agitatrice ” du mouvement, se plaçant à la tête des Etats islamiques modérés et poussant à l'action pour sauver les Bosniaques de l'expansionnisme serbe (Morphet : 362).

²⁵ On distingue parfois les trois niveaux suivants dans les relations internationales : au premier plan, les questions de sécurité territoriale, en deuxième lieu, les questions de sécurité économique et donc de commerce international et, au troisième plan, les questions de droits de l'homme et de protection de l'environnement.

Tactiquement, en prenant la tête du Mouvement des non-alignés et en créant des liens entre lui et le mouvement islamique, Mahathir a réussi à en tirer le meilleur parti et à maximiser l'efficacité des ressources diplomatiques de la Malaisie. C'est également lui qui imposa une déclaration selon laquelle " le Mouvement des non-alignés devait veiller à se défendre contre les concepts unilatéralement définis qui façonneraient l'après-guerre froide... afin d'éviter une pure et simple résurgence du colonialisme occidental " (*NST* 4/9/1992).

La presse a beaucoup parlé de la rivalité entre le président indonésien Suharto, qui est aussi président du Mouvement des non-alignés, et Mahathir, tant au sein de ce mouvement que de l'ASEAN. Il est vrai qu'avec la disparition d'Indira Gandhi et de Julius Nyerere, dont l'influence internationale était incontestable, le rôle de leader des non-alignés reste vacant. La question qu'on pourrait se poser est de savoir si, avec la fin de la guerre froide qui était, en partie du moins, la raison d'être de ce mouvement, et avec la tendance à la fragmentation et à la régionalisation, il y a toujours un mouvement à diriger... En reléguant les relations avec les grandes puissances au second rang des débats de l'organisation et en introduisant de nouveaux points à son ordre du jour, tels que l'ordre économique international, l'environnement et les droits de l'homme, la Malaisie a contribué à lui donner des bases de survie.

L'engagement de la Malaisie dans le Mouvement des non-alignés correspond également à un certain nombre d'impératifs internes. Tout comme son rôle plus actif dans l'OCI, il est contemporain de l'instauration de la Nouvelle politique économique. Le lien conceptuel entre la nécessité d'aider les opprimés du Tiers Monde et celle d'aider les plus défavorisés de la société malaisienne, les *bumiputra*, est évident. De plus, en brandissant le " modèle malaisien " devant des pays aussi divers que la Namibie (*NST* 18/11/1992), le Vietnam ou les Etats Baltes²⁶, les dirigeants malaisiens le faisaient valoir aux yeux de leur propre opinion publique. C'est particulièrement vrai dans le cas de l'Afrique du Sud. Dans le cadre tant du Mouvement des non-alignés que du Commonwealth, la Malaisie a apporté un soutien actif au Congrès national africain. Avec la fin de l'apartheid et l'accession au pouvoir d'un gouvernement multiracial, les dirigeants malaisiens ont la satisfaction de se voir érigés au rang de conseillers de leurs homologues sud-africains (*Asiaweek* 13/7/1994). Cela renforce la légitimité intérieure des programmes en faveur des *bumiputra* tels que la NEP puis la NDP.

²⁶ Conversation avec un haut fonctionnaire du *Wisma Putra*, 19/7/1993.

Le Commonwealth

Lors de son accession à l'indépendance en 1957, la Malaisie, comme toutes les anciennes colonies britanniques à l'exception notable de la Birmanie, rallia le Commonwealth. L'enthousiasme du Premier ministre Tunku Abdul Rahman pour cette organisation ne s'explique qu'en partie par son anglophilie notoire. Les deux problèmes de l'insurrection communiste et de la *konfrontasi* avec l'Indonésie auxquels la Malaisie devait faire face constituent, à notre avis, des motivations plus profondes. En ayant recours aux troupes britanniques, australiennes et néo-zélandaises pour combattre ces menaces, le Tunku fut accusé par Mahathir de vouloir maintenir le cordon ombilical avec la Grande-Bretagne. Pourtant, avec le recul, le recours aux forces du Commonwealth paraît avoir eu deux avantages. D'une part la Malaisie, contrairement à de nombreux pays nouvellement indépendants de cette période, n'eut pas à consacrer un budget important aux dépenses de défense et put mieux s'occuper de son développement économique. D'autre part, en utilisant des forces étrangères contre une guérilla essentiellement chinoise et en gardant l'armée (à 95 % malaise) comme force de police de réserve, le Tunku atténua le caractère ethnique de la guérilla. De la même façon mais inversement, dans le cas du conflit avec l'Indonésie, la Malaisie évita un affrontement entre frères ethniques.

A la fin des années soixante, ces raisons objectives, à la fois internes et externes, pour maintenir des liens étroits avec le Commonwealth avaient disparu. En avril 1971 fut signé le *Five Power Defence Arrangement* (FPDA) entre la Malaisie et Singapour d'une part et la Grande-Bretagne, l'Australie et la Nouvelle-Zélande d'autre part. A l'époque, cet arrangement était considéré comme temporaire ; c'était une façon pour la Grande-Bretagne de se défaire de ses dernières responsabilités dans la région, tout en laissant le temps à la Malaisie et à Singapour de mettre en place leur propre défense. Pourtant, alors que ce dernier objectif a été largement atteint, l'accord est toujours en vigueur et il est même question de l'étendre à Brunei. Cette longévité s'explique par le fait qu'il s'agit d'un système souple, peu contraignant et peu coûteux (Chin 1991) ; et qu'en outre, tout comme l'ASEAN, il est utile à la gestion des relations de sécurité avec Singapour²⁷.

Avec l'arrivée au pouvoir d'un anglophobe en la personne de Mahathir, les relations avec le Commonwealth furent reléguées au dernier rang. Pour Mahathir, le Commonwealth était " beaucoup de bavardages pour peu de résultats " (cité dans Muda 1991 : 459). Le 30 septembre 1981, après plusieurs li-

²⁷ On pourrait également ajouter les intérêts communs et la camaraderie d'officiers dont beaucoup firent leurs études dans les mêmes académies militaires.

tiges concernant l'augmentation des droits d'inscription des étudiants malaisiens en Grande-Bretagne et l'acquisition de sociétés britanniques par le secteur public malaisien, Mahathir lança une campagne intitulée : " N'achetez britannique qu'en dernier recours ". Cette campagne dura officiellement jusqu'en avril 1983. Pendant cette période Mahathir refusa de participer aux réunions biennales (1981 et 1983) des chefs d'Etat et de gouvernement du Commonwealth (CHOGM).

Toutefois, après plusieurs rencontres avec le Premier ministre britannique Margaret Thatcher, les relations se réchauffèrent²⁸. Lors d'une visite de cette dernière à Kuala Lumpur en septembre 1988, on signa une série de contrats de ventes d'armes d'une valeur totale de 1,6 milliard de dollars. La Malaisie renonça par la suite à acquérir des chasseurs-bombardiers Tornado, mais commanda 28 avions d'entraînement et d'attaque au sol Hawk, dont les premiers furent livrés en 1993. Même si l'appartenance au Commonwealth n'est pas intervenue dans la décision d'acheter du matériel britannique, le FPDA a tout de même offert à ce dernier une occasion d'être présenté aux responsables malaisiens de la défense.

Pourtant, ces contrats ne marquèrent pas un rapprochement durable. Lorsque, le 20 février 1994, le *Sunday Times* de Londres insinua que, pour emporter le marché, la Grande-Bretagne avait accordé un prêt à taux réduit de 234 millions de livres sterling destiné à la construction du barrage de Pergau dans le nord de la Malaisie, les relations entrèrent dans une nouvelle période de turbulences. D'autres articles laissèrent entendre que l'entreprise britannique de travaux publics Wimpey avait payé un pot-de-vin de cinquante millions de dollars afin de s'assurer le contrat de construction d'une fonderie, et que le bénéficiaire en était Mahathir lui-même. Cette dernière insinuation provoqua des mesures de rétorsion : reprenant la méthode de la campagne " N'achetez britannique qu'en dernier recours ", le gouvernement malaisien déclara le 25 février que les entreprises britanniques ne pourraient plus concourir aux appels d'offres du secteur public de Malaisie, notamment pour les projets d'infrastructure. Certains, au sein du gouvernement ou à l'extérieur, s'efforcèrent de faire étendre cette interdiction au secteur privé et aux échanges universitaires. Mais, lors d'une conférence de presse tenue le 2 mars, Mahathir réaffirma que l'on s'en tiendrait là.

Plus que par l'affront porté à l'intégrité du Premier ministre, l'interdiction fut justifiée dans les médias malaisiens par l'insulte infligée à la nation malaisienne dans son ensemble. Ainsi le vice-Premier ministre Anwar déclara :

²⁸ Les ressemblances entre Mahathir et la " Dame de Fer " ne sont certainement pas tout à fait étrangères à ce rapprochement.

" Les médias étrangers doivent comprendre qu'un pays en voie de développement, même dirigé par un musulman basané, est capable de gérer ses propres affaires " (cité dans *The Economist*, 5/3/1994).

Il faut souligner que la Grande-Bretagne n'incarnait plus, comme dans les années quatre-vingt, la puissance coloniale, mais un Occident à la fois adversaire et coupable d'ingérence intolérable. Là encore, une affaire extérieure a été gérée de manière à porter des fruits sur le plan intérieur. Tout d'abord l'opposition parlementaire, qui a voulu utiliser les allégations de corruption pour discréditer le gouvernement, a été accusée de manque de patriotisme. Deuxièmement, l'interdiction de concourir faite aux firmes britanniques trouva sa place dans la politique de résistance à la pénétration de la télévision par satellite conduite par Mahathir : le magnat de presse Rupert Murdoch, qui est le propriétaire du *Sunday Times*, était justement, au moment de l'incident, en train de négocier l'entrée de Sky TV sur les ondes malaisiennes (*IHT* 2/3/1994). Troisièmement (et l'on retrouve ici la problématique de notre étude), l'affaire a fourni une occasion d'exprimer une solidarité nationale inter-ethnique contre un adversaire étranger indelicat.

Ce troisième aspect était déjà implicitement présent lors du scandale précédent provoqué par le Premier ministre australien Paul Keating qui, en novembre 1993, avait qualifié son homologue malaisien de " récalcitrant " pour son refus d'assister au premier sommet de l'APEC. Comme cela se reproduirait trois mois plus tard à propos des journaux britanniques, cette insulte suscita des témoignages de solidarité dépassant les différences politiques et ethniques, dont la presse se fit largement l'écho²⁹. On peut cyniquement constater qu'une fois l'utilité de ces deux affaires épuisée, un règlement put intervenir. Le refroidissement des relations avec l'Australie dura trois semaines et fut résolu par un semblant d'excuses de Canberra. Quant à l'interdiction des entreprises britanniques, elle fut levée sans autre explication le 7 septembre 1994. Paradoxalement, au cours de cette période de sept mois, les exportations britanniques vers la Malaisie n'ont pas souffert. Elles ont même presque doublé par rapport au premier semestre de 1993 : 667,1 contre 364,5 millions de livres sterling (*FT* 8/9/1994).

On voit que les relations avec la Grande-Bretagne sont désormais indépendantes de la participation malaisienne au Commonwealth. Mahathir participa aux réunions de 1985 et 1987 du CHOGM malgré ses doutes persistants sur l'utilité de cette organisation. En octobre 1986, le gouvernement demanda

²⁹ Cet incident, et les relations australo-malaisiennes en général, sont analysés plus en détail dans la version en anglais de ce *Cahier* mentionnée page 3.

da au *Wisma Putra* et à l'*Institute of Strategic and International Studies* de réfléchir à la question : est-il utile de rester membre du Commonwealth ? Les deux rapports plaidèrent dans le sens du maintien, arguant que le Commonwealth offrait une possibilité de s'exprimer ainsi qu'un accès à certains types de coopération. A la surprise générale, au sommet de Vancouver (1987), Mahathir proposa d'organiser la réunion suivante à Kuala Lumpur. Pour cette réunion d'octobre 1989, les organisateurs ne reculèrent devant aucune dépense. Mahathir paraissait bien avoir changé d'avis sur le Commonwealth, qu'il ne considérait plus comme une institution britannique, vestige de l'ère coloniale, mais comme un forum utile, bien que mineur, où il pouvait jouer son rôle de défenseur des intérêts du Tiers Monde (Muda 1991 : 466). C'est sur ces bases que, lors du CHOGM tenu à Limassol en octobre 1993, Mahathir accepta que son ministre du Commerce extérieur fasse partie de la délégation de six pays membres envoyés dans les capitales européennes pour pousser à une conclusion rapide de l'Uruguay Round. Le fait que Kuala Lumpur doive accueillir les Jeux du Commonwealth en 1998 s'intègre, certes, dans un programme global de développement des infrastructures. Mais en même temps, en donnant l'occasion au gouvernement, comme l'avait fait en 1989 la réunion du CHOGM, de faire progresser la Malaisie dans la voie de l'accession au rang de pays industrialisé, cet événement joue un rôle essentiel dans le renforcement de son image.

Malgré le large éventail de partenaires que représentent les quatre forums prioritaires que nous venons d'étudier, l'unité de l'intervention malaisienne est assurée par la présence récurrente de trois thèmes. Tout d'abord, il y a l'évolution, la conceptualisation et la formulation du rôle de la Malaisie comme puissance moyenne cherchant, par la construction de coalitions, à valoriser sa propre position. De ce point de vue, la priorité accordée à l'engagement dans l'ASEAN se fonde sur la capacité de cette association à promouvoir et à maintenir l'harmonie entre ses membres et à parler d'une seule voix au monde extérieur. En revanche, la nature vaste et diffuse du Commonwealth et son peu de pouvoir à représenter ses membres sur la scène internationale expliquent la moindre importance qui lui est accordée³⁰. D'autant que, comme forums du dialogue Sud-Sud, l'Organisation de la conférence islamique et le Mouvement des non-alignés constituent des plates-formes plus utiles.

Deuxièmement, les variations de priorité entre ces diverses organisations reflètent leur degré d'efficacité, à tel ou tel moment, pour faire progresser le sen-

³⁰ Cette conception du rôle limité du Commonwealth ne se limite pas à la Malaisie : voir la décision du ministère britannique des Affaires étrangères de cesser de financer le *Commonwealth Institute* à Londres et la proposition du Premier ministre australien Paul Keating de ne plus réunir les chefs d'Etat et de gouvernement que tous les trois ans au lieu de deux.

timent d'identité nationale. Perçu comme un héritage colonial, le Commonwealth est considéré comme inapproprié à donner l'image d'une Malaisie moderne. En revanche, l'ASEAN est une organisation particulièrement adéquate, à laquelle la Malaisie, en tant que société asiatique multiraciale, peut s'identifier. Il existe, en effet, un parallèle entre la " diversité au sein d'un Sud-Est asiatique uni ", image que veut donner d'elle-même l'ASEAN, et celle d'une société malaisienne multiethnique et harmonieuse. Les représentations figurées du nationalisme malaisien illustrent bien ce point : à Kuala Lumpur, à côté du Monument national qui rend hommage aux martyrs de l'unité nationale, a été construit un Jardin de l'ASEAN glorifiant " les forces dynamiques " au sein de l'association³¹. Le nationalisme officiel, en tant que partie intégrante de " l'imaginaire d'une communauté ", cohabite ainsi sans peine avec le rêve régional.

Enfin, l'évolution de l'importance relative accordée à ces quatre organisations reflète un changement dans la définition des forces hostiles ou simplement de " l'autre ". Au départ, l'adversaire de Mahathir était le colonialisme - d'où la campagne pour éviter d'acheter britannique - dans un contexte où le Commonwealth avait une existence plus réelle. Puis, avec l'engagement enthousiaste dans le dialogue Sud-Sud et dans le Mouvement des non-alignés, l'adversaire devint le riche Nord. La détermination croît à mesure que l'adversaire est défini de façon plus large comme " l'Occident " et qu'apparaissent les questions de second plan (économiques) et de troisième plan (sociales et environnement) parmi les priorités malésiennes. Enfin, comme nous l'avons souligné, l'ASEAN, en tant que groupement qui reflète le mieux la nature multiculturelle et multiethnique de la société malaisienne et, de plus, fournit un modèle d'organisation politique et sociale aisément transposable à la Malaisie, est devenue la première préoccupation de politique étrangère des dirigeants malaisiens.

³¹ Les représentations sont très éloquentes dans les deux cas. Le Monument national est un hybride fascinant, combinant une stèle venue tout droit de l'ère coloniale, une structure moderne rappelant une mosquée de style mauresque entourant un " Bassin du souvenir " et un groupe de statues de style réaliste-socialiste représentant des soldats malaisiens plus grands que nature. Le Jardin de l'ASEAN est un petit parc entourant des statues contemporaines monumentales, œuvres d'artistes appartenant aux différents Etats membres.

Du “ *Look East* ” à l’EAEC

Dans son désir de jouer pleinement son rôle de puissance moyenne, la Malaisie est, d’une part, tributaire des phénomènes de globalisation - qui se manifestent notamment sous forme d’investissements transnationaux sur son territoire - dont nous avons brièvement parlé dans la première partie de notre étude. D’autre part, le régionalisme qui, dans une certaine mesure du moins, est une réaction au phénomène précédent, limite mais aussi stimule les possibilités d’agir de façon indépendante. Saisir ces opportunités nécessite d’agir en même temps sur un second plan, le plan interne. Cette double approche est manifeste dans la formulation par Mahathir de sa politique “ *Look East* ” et dans sa volonté de promouvoir un *East Asian Economic Caucus* (EAEC). Pour l’un de ses biographes, c’est “ *Look East* ” qui constitue “ la ligne de démarcation entre la politique extérieure de Mahathir et celle de ses prédécesseurs ” (Aziz 1990 : 61).

C’est dans un mémorandum adressé aux hauts fonctionnaires le 28 juin 1983 que Mahathir énonçait les principes de ce qu’on allait appeler “ *Look East* ” :

“ Cette politique vise à suivre l’exemple des pays en développement rapide d’Asie orientale afin de développer la Malaisie. Les qualités de ces pays que nous devons retenir sont la diligence et la discipline au travail, la fidélité du travailleur à son pays et à son entreprise, la primauté des intérêts du groupe sur ceux de l’individu, l’importance attachée à la productivité et à la qualité, l’efficacité croissante, la réduction des écarts entre les cadres et les employés ”. (Mahathir 1989 : 9-11).

Mahathir ne proposait rien de moins qu’une révolution culturelle : la création d’un “ nouvel homme malaisien ” calqué sur le modèle des pays confucéens de l’Asie du Nord-Est³². Les origines de cette position peuvent se retrouver dans la critique de la communauté malaise qu’il exprimait dans son livre très controversé *le Dilemme malais*, publié pour la première fois en 1970 et longtemps interdit. Dans ce livre, fondé sur une théorie raciale assez rudimentaire, Mahathir présentait une image très négative de la communauté malaise qui, à cause de son indolence, risquait de devenir le perdant de la modernisation de la Malaisie (Mahathir 1970 : chap. 3 et 5). Il assignait un rôle majeur aux “ rajahs politiques actuels ” pour changer le système de valeurs et les moeurs sociales

³² Les Malais nationalistes du début du siècle prônaient déjà une révolution culturelle de ce type. Nous devons ce point à Anthony Miller.

des Malais, dans lesquelles il voyait des obstacles au progrès (Mahathir 1970 : 173)³³. Revenant sur ce thème quinze ans plus tard, Mahathir affirmait que les systèmes de valeurs étaient toujours un facteur explicatif valable des disparités économiques entre les races, même si la NEP avait été un succès. Il combattait donc aux gouvernements des pays en voie de développement “ d’influer sur les choix de valeurs du peuple ” (Mahathir 1985 : 152). Pour le gouvernement malaisien, cela voulait dire, d’une part, promouvoir “ l’apprentissage et la pratique des éthiques du travail japonaise et coréenne ”, d’autre part l’établissement d’une “ Malaysia, Inc. ” basée sur le modèle japonais (Mahathir 1985 : 153-156). A l’origine donc, pour citer un diplomate malaisien, “ *Look East* ” était essentiellement une politique économique à usage interne et n’était pas destinée à devenir partie intégrante de la politique extérieure de la Malaisie ” (Muda 1991 : 460).

Aux dirigeants malaisiens, le Japon, la Corée et Taiwan fournissaient un modèle valable, les modèles occidentaux s’étant révélés inadéquats et aucun modèle approprié n’existant dans le monde islamique³⁴. Cependant, lorsque cette politique fut décidée, ses possibilités d’application à la politique extérieure étaient déjà implicites. Les deux études conduites par l’ISIS (ISIS 1986 ; Mukerjee 1986), qui visaient essentiellement à tirer des enseignements des expériences taïwanaise et coréenne, ont pour toile de fond les relations commerciales avec ces deux pays. L’annonce de cette politique provoqua un vif regain d’intérêt pour le Japon (Lee 1985 : 99), comme en témoignent les éditoriaux et les articles dans les journaux. Ajoutons qu’elle comportait aussi un encouragement aux investissements de ces pays. Il est certain que Mahathir a explicité le lien entre le rôle de modèle et celui de partenaire conférés au Japon en plaidant pour que celui-ci s’ouvre aux importations de biens en provenance de l’Asie du Sud-Est (Mahathir 1985b). Saravanamuttu (1991a) montre que, parmi les conséquences - voulues ou non - de “ *Look East* ” figurent l’attribution de grands travaux et autres projets clés en main à des sociétés japonaises et coréennes et la mise en oeuvre de projets d’industrialisation massi-

³³ Il est quelque peu ironique que Mahathir, en dépit d’une rhétorique fortement anticolonialiste, semble avoir intériorisé certains préjugés occidentaux sur les Malais (voir Syed Hussein Alatas, *The Myth of the Lazy Natives : A Study of the Image of the Malay, Filipino and Javanese from 16th to 20th Century*, Londres, Frank Cass, 1977).

³⁴ Entretien avec Syed Othman Alhabshi, directeur général adjoint de l’IKIM, 18/8/1993.

ve avec des capitaux et un partenariat japonais³⁵.

Ce sont ces relations commerciales qui ont en quelque sorte créé une continuité entre la politique " *Look East* " et la proposition de Mahathir de créer un Groupement économique de l'Asie de l'Est (*East Asia Economic Grouping - EAEG*), rebaptisé ensuite " *Caucus* " (EAEC), ce mot impliquant un degré beaucoup moins élevé d'organisation. Renversant les priorités traditionnelles, l'EAEC est ainsi l'expression, dans les relations extérieures, d'un programme initialement interne. " *Vision 2020* ", projet de transformation de la Malaisie, en trente ans, en un pays pleinement industrialisé, boucle la boucle.

L'idée de l'EAEG a pour origine l'inquiétude de Mahathir sur les conséquences que l'on pouvait craindre d'un échec des négociations du GATT (Uruguay Round). Tactiquement, elle permet d'enclorre la Chine dans un vaste ensemble³⁶. A propos des considérations tactiques qui fondaient la proposition d'EAEG, le ministre des Finances, Anwar Ibrahim, déclarait :

" L'EAEG devrait pouvoir négocier avec les Nord-Américains et l'Europe sur un pied d'égalité. Ce ne serait pas possible avec l'APEC car les Etats-Unis et le Canada en font également partie.

" Nous aurons ainsi une tribune pour nous mesurer à un monstre [les Etats-Unis] et une autre tribune pour nous mesurer à un autre monstre [le Japon]. Les petits pays doivent faire preuve d'une grande habileté dans leurs relations avec les grandes nations " (Interview dans *IHT* 6/5/1991).

Les réponses diverses aux propositions de création de l'APEC et de l'EAEC proviennent de divergences d'appréciation dans deux domaines. D'une part, on se demande si le monde s'achemine vers un modèle comportant trois blocs ou pôles (Europe, Amérique du Nord et Asie) ou bien deux (Europe, Asie-Pacifique) (Bowring 1992). A l'origine, on l'a dit, Mahathir proposa son EAEG comme mesure préventive contre une éventuelle rupture des négociations du GATT et comme une réponse au NAFTA. D'autre part, on s'interroge sur la vo-

³⁵ Exemple de grands travaux, le pont de Penang (850 millions de dollars malaisiens, 340 millions US\$; exemple de projet d'industrialisation, projet de construction d'une voiture malaisienne, la Proton Saga (1,3 milliard de dollars malaisiens, 520 millions US\$).

³⁶ Nous devons cette interprétation à un conseiller du gouvernement à Kuala Lumpur.

lonté du Japon de prendre la direction d'un tel groupe³⁷. Selon les Malaisiens, les Etats-Unis feraient pression sur le Japon pour qu'il n'entre pas dans l'EAEC (Rajendran 1993 : 153). Mais il se peut simplement que, du fait que le Japon a des intérêts économiques à l'échelle du monde entier, ses dirigeants soient réticents à choisir entre l'Est et l'Ouest et hésitent à aggraver, en assumant la présidence de l'EAEC, des relations bilatérales déjà difficiles avec les Etats-Unis. Certains signes portent à croire que le Japon hésite toujours et que le ministère des Affaires étrangères pencherait pour l'APEC, alors que le ministère du Commerce extérieur et de l'Industrie serait favorable à l'EAEC. Certains hauts fonctionnaires japonais ont par ailleurs fait part de leur accord de principe sur le projet d'EAEC lors de la réunion post-ministérielle de l'ASEAN en juillet 1994 (*FEER* 21/7/1994). La question d'un leadership japonais en Asie du Sud-Est n'est toujours pas résolue³⁸. En août 1994, lors d'une visite en Malaisie du Premier ministre japonais Tomiichi Murayama, Mahathir manifesta un certain agacement face à l'attitude insuffisamment audacieuse du Japon, lui reprochant, à la surprise générale, ses excuses répétées aux populations de la région pour les actes commis par le Japon au cours de la Seconde Guerre mondiale (*IHT* 29/8/1994).

On peut trouver d'autres cas d'appréciations tactiques divergentes. Bien que la Malaisie, par exemple, ait adhéré au groupe de Cairns (groupe de pays industrialisés ou en voie de développement qui ne subventionnent pas leurs productions ni leurs exportations agricoles) pour promouvoir la libéralisation des échanges agricoles internationaux, Mahathir aurait préféré que les exportateurs de produits agricoles tropicaux forment un groupe entre eux car des accords dans ce domaine, n'exigeant pas de larges concessions de la part des Etats-Unis et de l'Union européenne, seraient obtenus plus facilement (Mahathir 1989 : 23). Il a aussi à plusieurs reprises exprimé son inquiétude vis-à-vis de l'APEC :

" Nous n'étions tout d'abord pas favorables à la proposition de l'APEC, car nous estimions que les pays de l'ASEAN y seraient perdus parmi les plus grandes puissances. C'est parce que nous sommes tenus de suivre nos partenaires de l'ASEAN que nous avons, avec eux, rejoint l'APEC " (*NST* 3/9/1992)³⁹.

³⁷ L'idée de confier au Japon le rôle de leader ne soulève pas en Malaisie un enthousiasme universel. Pour un point de vue critique voir Khong (1986) et Saravanamuttu (1991).

³⁸ Pour des interprétations divergentes voir Boisseau du Rocher (1992), Bouissou *et al.* (1992), Rosencrance, Taw (1990) et Stubbs (1991).

³⁹ Le sommet de Seattle (novembre 1993) semble avoir confirmé ses craintes. Voir ses commentaires devant une délégation indienne en visite à Kuala Lumpur (*The Star* 14/12/1993).

Tactiquement, en n'assistant pas au sommet de l'APEC à Seattle, en novembre 1993 - tout en s'assurant que les intérêts malaisiens seraient défendus par le ministre du Commerce extérieur et de l'Industrie, Rafidah Aziz, dans les réunions ministérielles préalables -, Mahathir a été plus efficace que s'il s'y était rendu. Il l'a déclaré à la presse américaine (*IHT* 22/11/1993) : en boudant les Etats-Unis, il était en quelque sorte plus présent sur la scène internationale que ses collègues de l'ASEAN. Sa crainte de voir le président Clinton utiliser l'organisation pour promouvoir les intérêts américains, voire ses propres fins de politique intérieure, était d'ailleurs partagée par d'autres chefs d'Etat asiatiques⁴⁰. Néanmoins les dirigeants malaisiens ont dû prendre en compte l'indifférence sinon l'hostilité de certains de leurs partenaires de l'ASEAN (Singapour et l'Indonésie, qui ont des ambitions économiques mondiales) envers leur projet d'EAEC. La transformation de l'EAEG (groupe) en EAEC (caucus) s'est avérée une défaite diplomatique pour Mahathir. La conception régionaliste de la Malaisie a dû évoluer et tenir compte des contraintes que lui impose la solidarité au sein de l'ASEAN. Ainsi a vu le jour un modèle d'organisation en cercles concentriques, dans lequel on trouve au centre l'ASEAN, puis l'EAEC et enfin l'APEC⁴¹. Pour sa part, Mahathir a déjà exprimé son intention de se rendre à Djakarta pour le deuxième sommet de l'APEC prévu le 15 novembre 1994.

Toute considération tactique mise à part, la proposition d'EAEC répond à des préoccupations qui ne sont qu'en partie dictées par les contraintes du marché. A propos d'une communauté du Pacifique, Mahathir avait déclaré en 1979, alors qu'il était vice-Premier ministre :

“ L'exigence de base est le sentiment d'appartenir à une communauté... C'est une conception différente de celle des Occidentaux, qui préfèrent constituer des organisations, définir des fonctionnements, délimiter des responsabilités. L'instinct occidental d'organisation a conduit de nombreux partisans de la communauté du Pacifique à la concevoir comme une organisation inter-gouvernementale ” (*FEER* 21/12/1979).

Le discours de Mahathir et, bien entendu, tout discours gouvernemental sur l'EAEC présentent celui-ci non seulement comme une coalition économique fonctionnelle, mais également comme répondant à d'autres impératifs. L'importance donnée aux questions d'identité s'est accentuée dans la défense du

⁴⁰ Voir par exemple Kenichi Ohmae cité dans *Australian* 26/11/1993.

⁴¹ On trouve une conceptualisation de ce modèle dans Noordin 1994.

projet contre ses détracteurs. Devant l'Assemblée générale des Nations unies en 1991, Mahathir a par exemple déclaré :

“ A nous, habitants de l'Asie de l'Est, on explique que nous ne pouvons pas nous appeler “Asiatiques de l'Est” de la même façon que les Européens s'appellent les Européens et les Américains, les Américains. On nous dit que nous devons nous appeler “peuples du Pacifique” et nous associer à des gens qui ne sont des peuples du Pacifique qu'en partie, qui sont plutôt des Américains, des peuples de l'Atlantique et des Européens. On ne nous permet pas d'avoir notre identité et de travailler ensemble sur cette base. Nous avons proposé l'EAEG non comme un bloc commercial, mais comme un forum où les nations de l'Asie de l'Est pourraient conférer entre elles afin de parvenir à parler d'une même voix sur un problème commun engendré par les pratiques commerciales restrictives des pays nantis.

“ Nous sommes surpris de voir que ce désir : pouvoir tout simplement s'exprimer sur les affaires internationales, est combattu ouvertement... par les pays mêmes qui prêchent le libre-échange... On serait tenté de soupçonner un préjugé raciste derrière cette prise de position ” (Mahathir 1991 : 4, 17).

Les affinités culturelles entre les pays de l'Asie de l'Est sont de plus en plus mises en valeur dans le discours de Mahathir et de ses conseillers les plus proches. On a là un exemple d'affirmation d'une culture asiatique, voire de (ré)invention d'une identité asiatique. Noordin Sopiee écrit :

“ Notre projet de tournant vers l'Est nous apprend qu'il y a à l'Est des choses dignes d'être connues. Auparavant nous ne regardions que vers l'Ouest. Il s'agit en quelque sorte de redécouvrir la valeur et les vertus de la qualité d'asiatique ” (Noordin 1993 : 48).

Cette revendication d'asiatisme exigerait une étude à elle seule car elle ne se limite pas à la Malaisie : la conceptualisation et la promotion d'un modèle culturel asiatique sont, par exemple, mis en avant aussi à Singapour. Avec la disparition du message universel communiste, la compétition semble se situer entre modèles capitalistes rivaux. Aussi les fondements culturels du succès sont-ils appréciés pour leur pouvoir de mobilisation, dont le discours économique est dépourvu.

De même que l'“ Orient ” fut une invention des Européens projetée sur la réalité, l'“ autre ” de l'Occident (Edward Said 1978), l'Asie peut se définir par rapport à un Occident abstrait et monolithique. Dans un discours intitulé “ l'Est et l'Ouest ”, Mahathir proclame : “ La chute de l'Occident entraîne la victoire de l'Orient, jadis colonisé par l'Occident... La rivalité entre l'Est et l'Ouest n'est nullement terminée ” (Mahathir 1986).

Le discours anti-occidental de Mahathir est assez cohérent. Il est à notre sens, dans une certaine mesure, le reflet de l'invention par les Etats-Unis de nouvelles menaces venant de l'Est. La fin de la guerre froide ayant éliminé le péril de l'" Empire du mal " brandi par Ronald Reagan, il est indispensable, à la fois pour des raisons pragmatiques - justifier les dépenses de défense aux Etats-Unis - et pour répondre à la nécessité de formuler une perception américaine propre (Campbell 1992), de créer de nouveaux dangers. L'article controversé de Samuel Huntington dans *Foreign Affairs* sur le conflit des civilisations (Huntington 1993) et les débats qu'il a suscités dans les principaux journaux anglo-saxons ont eu un écho important en Malaisie ; on a même raconté que Mahathir les avait fait photocopier pour les distribuer à ses ministres et hauts fonctionnaires. Aussi minces que soient, à notre avis, les arguments présentés par Huntington à l'appui de sa thèse (l'inévitabilité d'un conflit entre l'Ouest et un " axe islamo-confucéen "), ils contribuent à conforter intellectuellement les idées de Mahathir. Sa conception d'une division Est-Ouest est partagée par d'autres hommes d'Etat de la région, notamment de Singapour (Mahbuhani 1992, 1994), dont le Premier ministre Lee Kuan Yew et le ministre de l'Information et des Arts, également ministre délégué des Affaires étrangères, George Yong Boon Yeo (*IHT* 15/7/1992). En Malaisie, dans un exposé présenté un an avant l'article de Huntington⁴², Noordin Sopiee évoquait deux nouveaux facteurs modifiant les données fondamentales de l'ordre social et culturel mondial :

" 1) Un sentiment croissant de décadence socio-culturelle dans l'"Occident" traditionnel et, hors de celui-ci, un changement culturel très net : le passage de l'extrême respect, teinté de crainte, à l'égard du "modèle occidental" à une profonde réserve, allant parfois jusqu'au mépris, pour certains aspects de cette société.

" 2) Le défi à la domination du globe par les valeurs chrétiennes... Nous allons assister à des frictions culturelles accrues entre l'Ouest développé et les pays en voie de développement. Le défi de l'islam sera considérable du fait de la force des sentiments et des préjugés existant de part et d'autre et de la gravité des désaccords. L'autre grand défi sera plutôt affaire de pouvoir. A un moment donné, il pourrait s'avérer que la contradiction la plus lourde de conséquences se situe entre les systèmes culturels et de valeurs des Etats-Unis et de l'Europe de l'Ouest d'une part, de l'Asie orientale d'autre part " (Noordin 1993a : 23-24).

⁴² Cet exposé fut présenté au cours de la sixième Table ronde Asie-Pacifique à Kuala-Lumpur (21-25 juin 1992). Il est fondé sur les idées exprimées au cours du quatrième Forum de l'Asie du Sud-Est, 1^{er}-7 janvier 1992, mais les pousse plus loin (Noordin 1992a : 134-135).

On est ici confronté à une question troublante : pourquoi sont-ce les deux plus petits pays d'Asie du Sud-Est qui se trouvent être les plus déterminés dans la conception et l'expression d'une identité asiatique commune ? Après tout, la Malaisie et Singapour sont les deux pays les mieux intégrés à l'économie mondiale, les plus réceptifs aux investissements occidentaux et ceux qui entretiennent les relations de sécurité les plus étroites avec l'Occident ; ce sont aussi ceux qui possèdent les systèmes parlementaires de type britannique les plus solides et qui ont adopté le plus largement ce qui paraît être (du moins superficiellement) un style de vie à l'occidentale. La réponse réside, en partie, dans cette énumération même : la familiarité a conduit au mépris. On peut voir là une certaine analogie avec l'émergence, au milieu du siècle, de leaders nationalistes et anticoloniaux parmi les élites locales de l'Asie du Sud-Est éduquées en Occident. Par ailleurs, dans le cas malaisien, la " coupure du cordon ombilical ", pour utiliser l'expression de Mahathir, ne se fait qu'aujourd'hui précisément parce que la Malaisie n'a pas eu à s'engager, en vue de l'indépendance, dans une lutte sanglante capable d'instaurer un nouveau rapport psychologique avec l'ancienne puissance coloniale - et même, celle-ci a grandement contribué, aux côtés des nouvelles autorités, à l'écrasement de la guérilla communiste. Dans le contexte actuel de réussite économique et de sécurité nationale, une déclaration cathartique d'indépendance à la fois psychologique et idéologique devient possible. Fait significatif, comme à Singapour, le rejet de l'Occident est plus prononcé parmi ceux qui, par leur vécu familial, leur éducation et leur façon de vivre, sont les plus occidentalisés ou, plus précisément, les plus " modernes ". Dans le contexte présent, le processus d'assimilation et de rejet a opéré au niveau de plusieurs pays.

Cette évolution représente la solution à ce que Robert Scalapino a appelé " le dilemme principal des élites du Sud-Est asiatique, [à savoir] comment réagir aux valeurs et au pouvoir occidentaux qui leur sont imposés " (Scalapino 1986 : 15), dilemme qui a conduit à une division schématique entre les partisans de l'Occident et ceux qui le rejettent. Mahathir est l'emblème de la solution de compromis à cette dichotomie : il est l'homme qui modernise le pays, comme en témoigne sa politique de réduction du pouvoir des sultans, et en même temps celui qui rejette les valeurs occidentales en défendant les normes sociales traditionnelles malaises et islamiques. Avec Mahathir et quelques autres chefs d'Etat du Sud-Est asiatique, nous assistons à la proposition d'une forme de modernisation asiatique, non occidentale, et même qui refuse clairement les valeurs de l'Occident. On observe ainsi chez Mahathir un certain déplacement du discours. Devant l'Assemblée générale de l'UMNO, il attaque de front les champions du rejet de l'Occident, les fondamentalistes islamiques du PAS, dans une diatribe contre le fanatisme religieux et la menace qu'il représente pour la stabilité sociale et le progrès économique (Mahathir 1992e). Devant un

auditoire international, lors d'une conférence sur les échanges commerciaux réunie à Kuala Lumpur, il déclare que " les démocrates fanatiques ne valent guère mieux que les fanatiques religieux. Aux uns comme aux autres, les arbres cachent la forêt " (*NST* 6/12/1993).

De plus, étant donné la stabilité politique interne de Singapour et de la Malaisie, et leur force d'attraction des investissements étrangers, leurs leaders estiment qu'ils peuvent se permettre d'adopter une très ferme position anti-occidentale car, contrairement à ce qui risquerait de se passer aux Philippines, cela ne jouera pas contre leurs intérêts économiques. Une réponse plus complète cependant vient de l'apparition de ce que Jean-Luc Domenach a appelé " une idéologie du succès "43, où le succès devient lui-même le fondement d'une vision du monde et conduit à attribuer, *a posteriori*, les transformations économiques à certains facteurs culturels " éternels ". Des dirigeants de l'Asie du Sud-Est tels que Mahathir formulent et prônent un modèle asiatique de capitalisme devant des tierces parties comme le Vietnam. Dans ce processus, la théorie de Weber est détournée et c'est le confucianisme (dans le cas singapourien du moins) qui remplace le protestantisme comme soutien de l'éthique capitaliste (Clegg *et al.* 1990). L'importance de la Malaisie dans ce contexte ne doit pas être sous-estimée : premier pays islamique, non confucéen, à rejoindre les tigres asiatiques, elle devient un exemple pour les autres44.

Les divergences culturelles sont également implicites dans les désaccords sur l'opportunité et la nature d'une intégration Asie-Pacifique. La notion d'Asie-Pacifique étant un concept relativement récent (Dirlik 1992, Abramowitz 1993), il n'est pas surprenant qu'il y ait dissension sur le choix de son représentant (Higgott 1994 : 91). Pour Chandra Muzaffar (1993b), l'invention même et la promotion du terme " Asie-Pacifique " sont un moyen pour les Etats-Unis d'imposer leur domination sur les pays asiatiques en minimisant leur spécificité. Les citations de Mahathir pages 44 et 45 montrent bien également l'irritation des Malaisiens à se voir assimilés au " Pacifique ", dont ils n'acceptent pas l'identité. Le désaccord sur l'utilisation du terme " communauté ", au sommet de l'APEC en novembre 1993 à Seattle, n'est pas purement sémantique ; il ne porte pas seulement, comme le proclament la plupart des observateurs, sur des structures et sur le degré d'institutionnalisation de l'organisation en référence au modèle de la communauté européenne. Il concerne plutôt des questions

43 Conversation avec l'auteur, 18 juin 1993.

44 Bien entendu, la contribution d'un courant confucéen véhiculé par la communauté sino-malaisienne ne doit pas être minimisée.

plus fondamentales de sentiment d'appartenance et d'affinité culturelle45.

De plus, il existe des raisons très claires, à un autre niveau, pour que l'EAEC soit promu par Mahathir. En insistant sur un caractère " asiatique " capable de gagner l'adhésion de diverses composantes ethniques de la société malaisienne, Mahathir joue le rôle de conciliateur : le promoteur de l'unité nationale malaisienne et non pas seulement le protecteur des intérêts malais.

Conclusions et perspectives

L'élection du ministre des Finances, Anwar Ibrahim, au poste de président adjoint de l'UMNO, lors de la conférence triennale du parti en novembre 1993, puis sa nomination comme vice-Premier ministre signifient que la succession de Mahathir est désormais préparée46. D'un point de vue interne, cette élection tout à fait statutaire témoigne de la capacité des élites politiques à procéder sans heurt au transfert de l'autorité politique, au sein d'un système semi-démocratique (Case 1991, 1993b). Cette situation contraste de façon notable avec celle qui règne en Indonésie, où la succession de Suharto demeure problématique.

La politique étrangère va-t-elle s'en trouver changée ? En soulignant les similitudes du cours suivi par Mahathir avec celui de ses prédécesseurs, nous avons indiqué indirectement les tendances lourdes, qui dépassent l'action de tel ou tel homme politique et qui laissent prévoir une continuité. Certes le style Mahathir, son discours acerbe, voire brutal, n'est pas forcément partagé par ses confrères, mais il relève plus de la forme que du fond, ce dernier découlant d'impératifs structurels et structurants.

Dans le cas de la Malaisie, nous considérons que le réflexe régionaliste représente une réponse appropriée aux pressions contradictoires dans le sens

45 Nous pensons comme bien d'autres que l'Union européenne fonctionne effectivement comme communauté économique grâce à un sens de l'histoire, de la religion et de la culture commun aux Etats membres.

46 Anwar a recueilli 147 des 153 voix pour sa nomination à ce poste, forçant le titulaire, Ghafar Baba, à démissionner. Par ailleurs, non seulement il a obtenu le poste de vice-Premier ministre, mais son " équipe visionnaire ", composée de quadragénaires comme lui, a obtenu les trois vice-présidences de l'UMNO. En outre, la majorité des vingt-cinq membres du nouveau Conseil suprême est composée de ses amis. Pour deux analyses de ces élections historiques au sein de l'UMNO, on peut utilement consulter Case 1994 et Ho 1994.

de la mondialisation et du repli nationaliste. Dans l'ensemble, l'intégration accrue de la Malaisie dans l'économie mondiale et le programme " Vision 2020 " sont des orientations profondément ancrées dans la société. A l'intérieur, la proclamation d'une identité asiatique avec une expression institutionnelle dans la région s'adresse à la population pluriethnique qui demeure la caractéristique fondamentale de la Malaisie. On l'a vu, il existe des impératifs internes pour qu'un Premier ministre malaisien, quel qu'il soit, endosse l'identité asiatique. Ainsi, parlant de l'ASEAN, le successeur virtuel de Mahathir, Anwar, a eu recours à des arguments où le national et le régional se trouvaient implicitement liés :

" A mesure que notre société devient plus prospère, il est inévitable que s'y fasse jour une exigence accrue d'ouverture et de participation plus active aux processus sociaux et politiques. Dans nos sociétés pluralistes et multiculturelles, nous devons donc apprendre à pratiquer une plus grande tolérance vis-à-vis de la diversité des opinions et des points de vue... L'égalité, le respect mutuel et le bon voisinage, telles sont les valeurs qui doivent nous rapprocher au sein d'une communauté " (Anwar 1992b).

En liant ainsi la communauté nationale et celle de l'ASEAN, Anwar donne une preuve de plus de la continuité de la ligne directrice des relations extérieures de la Malaisie : le régionalisme est la réponse, en termes de politique extérieure, à la nécessité de défendre la cohésion nationale. En préconisant un ordre régional pluraliste, multiculturel et tolérant, il s'adresse à la population mélangée de son propre pays (Anwar 1992a, 1993, 1994a, 1994b).

Bibliographie

- ABD. SAMAD (Paridah), ABU BAKSAR (Darusalam) 1992.- " Malaysia-Philippines relations : the issue of Sabah ", *Asian Survey*, vol. 32, n° 6, pp. 554-567.
- ABDUL MONIR YACOUB, AHMAD FAIZ Abdul Rahman (eds) 1994.- *Towards a Positive Islamic View : Malaysian and American Perspectives*, Kuala Lumpur, Institute of Islamic Understanding (IKIM).
- ABDUL RAZAK Abdullah Baginda 1993.- " The changing strategic environment of the Asia Pacific region : a Malaysian perspective ", in SELOCHAN (Viberto) (ed.), *Security in the Asia-Pacific Region : the Challenge of a Changing Environment*, Canberra, Australian Defence Studies Centre, pp. 71-90.
- ABRAMOWITZ (Morton) 1993.- " Pacific century : myth or reality ? ", *Contemporary Southeast Asia*, vol. 15, n° 3, décembre, pp. 257-268.
- ACHARYA (Amitav) 1993.- " A new regional order in South-East Asia : ASEAN in the post-Cold War era ", *Adelphi Papers*, n° 279, août.
- AGUS YUSOFF (Mohammad) 1992.- *Consociational Politics : The Malaysian Experience*, Kuala Lumpur, Perikatan Pemuda Enterprise.
- AHMAD SARJI Abdul Hamid (ed.) 1993.- *Malaysia's Vision 2020 : Understanding the Concept, Implications and Challenges*, Kuala Lumpur, Pendaluk Publications.
- ANDERSON (Benedict) 1991.- *Imagined Communities : Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, 2^{ème} éd., Londres/New York, Verso.
- ANTOLIK (Michael) 1990.- *ASEAN and the Diplomacy of Accommodation*, Armonk NY, Londres, M.E. Sharpe.
- ANWAR Ibrahim 1992a.- " Our best hope lies in the power of truth, address before the Club of Rome ", *New Straits Times*, 18 novembre.
- 1992b.- " ASEAN must gear for new challenges, speech at the Institute of Southeast Asian Studies ", Singapour, *New Straits Times*, 10 décembre.
- 1993.- " Wanted : Muslim revival in a pluralistic world ", *International Herald Tribune*, 9 février.
- 1994a.- " Asians suddenly in the spotlight, will now have to do better ", *International Herald Tribune*, 31 janvier.
- 1994b, " Keynote address at the opening of the Conference on Asia in the 21st century ", Kuala Lumpur 24 janvier 1994, *Viewpoints* (IKD), n° 19, février, pp. 99-103.

ARIFFIN Omar 1993.- *"Bangsa Malaya" : Malay Concepts of Democracy and Community 1945-1950*, Kuala Lumpur, Oxford University Press.

AZIZ ZARIZA Ahmad 1990.- *Mahathir : Triumph After Trials*, Kuala Lumpur, S. Abdul Ma-jeed & Co.

BADIE (Bertrand), SMOUTS (Marie-Claude) 1992.- *Le Retournement du monde : Sociologie de la scène internationale*, Paris, Presses de la FNSP / Dalloz.

BOISSEAU DU ROCHER (Sophie) 1992.- "Le Japon et l'Asie du Sud-Est", *Politique étrangère*, vol. 57, n° 3, automne, pp. 541-550.

— 1994.- "Le modèle régional ASEAN", *Études*, n° 380 (4), avril, pp. 459-468.

BOUISSOU (Jean-Marie), FAURE (Guy), LAÏDI (Zaki) 1992.- *L'Expansion de la puissance japonaise*, Bruxelles, Complexe.

BOWIE (Alasdair) 1991.- *Crossing the Industrial Divide : State, Society and the Politics of Economic Transformation in Malaysia*, New York, Columbia University Press.

BOWRING (Philip) 1992.- "EAEC may edge out Asia-Pacific grouping", *New Straits Times*, 10 septembre.

BROWN (David) 1994.- *The State and Ethnic Politics in Southeast Asia*, Londres, Routledge.

CAMPBELL (David) 1992.- *Writing Security : United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, Manchester, Manchester University Press.

CAMROUX (David) 1994a.- "K.L. and Canberra as sparring partners", *Trends in Business Times*, 28-29 mai.

— 1994b.- "The Asia Pacific policy community in Malaysia", *Pacific Review*, vol. 7, n° 4, novembre, pp. 421-433.

— & GUILBERT (François) 1991.- "La Malaysia : le cinquième dragon asiatique", *Défense nationale*, vol. 47 n° 8/9, août-septembre, pp. 139-154.

— & LECHERVY (Christian) 1994.- "Malaysia : ambitions régionales, destin international" dans MARGOLIN (Jean-Louis) (dir.), *Malaysia-Singapour : le fer de lance de l'Asie du Sud-Est*, Paris, l'Harmattan, à paraître.

CASE (William) 1991.- "Comparative Malaysian Leadership : Tunku Abdul Rahman and Mahathir Mohamad", *Asian Survey*, vol. 31, n° 5, mai, pp. 456-473.

— 1993a.- "Malaysia : the semi-democratic paradigm", *Asian Studies Review*, vol. 17, n° 1, juillet, pp. 75-82.

— 1993b.- "Semi-democracy in Malaysia : withstanding the pressures for regime change", *Pacific Affairs*, vol. 66, n° 2, été, pp. 183-205.

— 1994.- "Malaysia in 1993 : accelerating trends and mild resistance", *Asian Survey*, vol. 66, n° 2, février, pp. 119-126.

CHANDRA Muzaffar 1979a.- *Protector ? An Analysis of the Concept and Practice of Loyalty in Leader-Led Relationships within Malay Society*, Penang, Aliran.

— 1979b.- "Malayism, Bumiputraisim, and Islam" in AHMAD Ibrahim, SIDDIQUE (Sharon) & HUSSAIN (Yasmin) (eds), *Readings on Islam in Southeast Asia*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 1985, pp. 356-361.

— 1987.- *Islamic Resurgence in Malaysia*, Petaling Jaya, Penerbit Fajir Bakti.

— 1993a.- *Human Rights and the New World Order*, Penang, JUST World Trust.

— 1993b.- "APEC serves interests of US more than others", *New Straits Times*, 29 juillet.

CHEE (Stephen) 1991.- "Consociational political leadership and conflict regulation in Malaysia" in CHEE (Stephen) (ed.), *Leadership and Security in Southeast Asia*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, pp. 53-86.

CHIN Kin Wah 1991.- "The Five Power Defence Arrangements : twenty years after", *Pacific Review*, vol. 4, n° 3, 193-203.

— 1992.- "The management of independence and change within a special relationship" in AZIZAH Kassim & LAU Teik Soon (eds), *Malaysia and Singapore : Problems and Prospects*, Singapour, Singapore Institute of International Affairs, pp. 230-248.

CLEGG (Stewart), REDDING (S. Gordon), CARTER (Monica) (eds) 1990.- *Capitalism in Contrasting Cultures*, Berlin, New York, De Gruyter.

COOPER (Andrew), HIGGOTT (Richard), NOSSAL (Kim) 1993.- *Relocating Middle Powers : Australia and Canada in a Changing World Order*, Vancouver, University of British Columbia Press.

CROUCH (Harold) 1992.- "Authoritarian trends, the UMNO split and limits to state power" in KAHN (Joel), LOH Kok Wah (Francis) (eds), *Fragmented Vision : Culture and Politics in Contemporary Malaysia*, Sydney, Allen & Unwin, pp. 21-43.

— 1993.- "Malaysia : neither authoritarian nor democratic" in HEWISON (Kevin), ROBINSON (Richard), RODAN (Garry) (eds), *Southeast Asia in the 1990s : Authoritarianism, Democracy and Capitalism*, Sydney, Allen & Unwin, pp. 133-157.

DA CUNHA (Derek) 1991.- "Major Asian powers and the development of the Singaporean and Malaysian armed forces", *Contemporary Southeast Asia*, vol. 13, n° 1, juin, pp. 57-71.

DIRLIK (Arif) 1992.- "The Asia Pacific idea : reality and representation in the invention of a regional structure", *Journal of World History*, vol. 3, n° 1, pp. 55-79.

EVANS (Peter), JACOBSON (Harold), PUTNAM (Robert) (eds) 1993.- *Double-Edged Diplomacy : International Bargaining and Domestic Politics*, Berkeley, University of California Press.

FROST (Frank) 1990.- " Introduction : ASEAN since 1967 - origins, evolution and recent developments " in BROINOWSKI (Alison) (ed.), *ASEAN into the 1990s*, Londres, Macmillan, pp. 1-31.

FUNSTON (John) 1988.- " Challenge and response in Malaysia : the UMNO crisis and the Mahathir style ", *Pacific Review*, vol. 1, n° 4, pp. 363-373.

GOMEZ (Edmund) 1994.- *Political Business : Corporate Investment in Malaysian Politics*, Townsville Qld, Centre for South-East Asian Studies, James Cook University of North Queensland.

GUÉHENNO (Jean-Marie) 1993.- *La Fin de la démocratie*, Paris, Flammarion.

HASAN Hj. Hamzah 1990.- *Mahathir : Great Malaysian Hero*, Kuala Lumpur, Media Prinetext.

HENG Pek Koon 1992.- " The Chinese business elite of Malaysia " in McVEY (Ruth) (ed.), *Southeast Asian Capitalists*, Ithaca NY, Southeast Asia Program, Cornell University, pp. 127-144.

HIGGOTT (Richard) 1994.- " APEC : a sceptical view " in MACK (Andrew), RAVENHILL (John) (eds), *Pacific Cooperation : Building Economic and Security Regimes in the Asia-Pacific region*, Sydney, Allen & Unwin, pp. 66-97.

Ho Khai Leong 1994.- " Malaysia: the emergence of a new generation of UMNO leadership ", *Southeast Asian Affairs 1994*, pp. 179-193.

HOWELL (Llewellyn) 1982.- " The international political attitudes of Malaysians, 1971-1981 ", *American University Papers in Asian Studies*, vol. 3, n° 2.

HUNTINGTON (Samuel) 1993.- " The clash of civilizations ? ", *Foreign Affairs*, vol. 27, n° 3, été, pp. 22-49.

HUSSIN Mutalib 1990.- *Islam and Ethnicity in Malay Politics*, Singapour, Oxford University Press.

— 1993.- *Islam in Malaysia : From Revivalism to Islamic State ?*, Singapour, Singapore University Press.

HUXLEY (Tim) 1991.- " Singapore and Malaysia : a precarious balance ", *Pacific Review*, vol. 4, n° 3, pp. 204-213.

IKD, Institute for policy research, Malaysia 1992.- *Activity Report 1991/92*, Kuala Lumpur, IKD.

INDORF (Hans) 1984.- *Impediments to Regionalism in Southeast Asia : Bilateral Constraints among ASEAN Member States*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies.

IDFR, Institute of diplomacy and foreign relations, Malaysia 1992.- *1991/1992, The First Year*, Kuala Lumpur, IDFR.

ISIS, Institute of strategic and international studies 1986.- *Lessons from Taiwan*, Kuala Lumpur, ISIS.

JESHURUN (Chandran) 1993.- " Malaysia : the Mahathir supremacy and Vision 2020 ", *Southeast Asian Affairs 1993*, pp. 203-223.

— 1994a.- " Malaysian defence policy revisited : modernization and rationalization in the post-Cold War era ", *Southeast Asian Affairs*, pp. 194-206.

— 1994b.- " Southeast Asia in Malaysia's foreign policy : some likely trends towards 2020 " in ABDUL RAZAK Abdullah Baginda (ed.), *Malaysia's Defence and Foreign Policies : Challenges towards 2020*, Kuala Lumpur, Malaysian Strategic Research Centre, à paraître.

JOMO (K.S.) 1986.- *A Question of Class : Capital, the State and Uneven Development in Malaya*, Singapour, Oxford University Press.

— 1990.- *Growth and Structural Change in the Malaysian Economy*, Londres, Macmillan.

KAHIN (Audrey) 1992.- " Crisis on the periphery : the rift between Kuala Lumpur and Sabah ", *Pacific Affairs*, vol. 65, n° 1, printemps, pp. 30-49.

KESSLER (Clive) 1992.- " Archaism and modernity : contemporary Malay political culture " in KAHN (Joel), LOH Kok Wah (Francis) (eds), *Fragmented Vision : Culture and Politics in Contemporary Malaysia*, Sydney, Allen & Unwin, pp. 133-157.

KHONG Kim Noong 1986.- " Malaysia-Japan relations in historical and regional perspective " in NATHAN (K.S.), PATHMANATHAN (Murugesu) (eds), *Trilateralism in Asia : Problems and Prospects in US-Japan-ASEAN Relations*, Kuala Lumpur, Antara Book Co., pp. 117-136.

KHOO Kay Jin 1992.- " The grand vision : Mahathir and modernisation " in KAHN (Joel), LOH Kok Wah (Francis) (eds), *Fragmented Vision : Culture and Politics in Contemporary Malaysia*, Sydney, Allen & Unwin, pp. 44-76.

KUMARASERI (G.K.A.) 1992.- *Professional Diplomacy and Foreign Affairs Management : The Malaysian Experience*, Kuala Lumpur, Pelanduk Publications.

LAÏDI (Zaki) 1993.- " Sens et puissance dans le système international " dans Laïdi (Zaki) (dir.), *L'Ordre mondial relâché : sens et puissance après la guerre froide*, 2^{ème} éd., Paris, Presses de la FNSP, pp. 13-44.

- LEE Poh Peng 1985.- " Malaysian perceptions of Japan before and during the "Look East" period ", *Asia-Pacific Community*, n° 13, pp. 97-108.
- 1992, " Malaysia-Singapore relations : a Malaysian perspective " in AZIZAH Kassim, LAU Teik Soon (eds), *Malaysia and Singapore : Problems and Prospects*, Singapour, Singapore Institute of International Affairs, pp. 219-229.
- LUBECK (Paul) 1992.- " Malaysian industrialization, ethnic divisions, and the NIC model : the limits to replication " in APPELBAUM (Richard), HENDERSON (Jeffrey) (eds), *States and Development in the Asia Pacific Rim*, Newbury Park Ca., Sage Publications, pp. 176-198.
- MAHATHIR Mohamad 1970.- *The Malay Dilemma*, Singapour, Kuala Lumpur, Times Books International.
- 1983.- " New government policies, a memorandum dated 28 June 1983 " in JOMO (K.S.) (ed.), *Mahathir's Economic Policies*, 2^{ème} éd., Kuala Lumpur, INSAN, 1989, pp. 9-11.
- 1985a.- " Whither Malaysia ? " in ARMOUR (Andrew) (ed.), *Asia and Japan : the Search for Modernization and Identity*, Londres, Athlone Press, pp. 150-159.
- 1985b.- " The second opening of Japan " in JOMO (K.S.) (ed.), *The Sun Also Sets : Lessons in Looking East*, 2^{ème} éd., Kuala Lumpur, INSAN, pp. 408-412.
- 1986.- *The Challenge*, Petaling Jaya, Pelanduk Publications.
- 1989a.- *Regionalism, Globalism and Spheres of Influence : ASEAN and the Challenge of Change in the 21st Century*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies.
- 1989b.- " The challenge of peace in the Pacific ", Address at the Third Asia-Pacific Roundtable, 16 juin 1989 in AZIZ ZARIZA Ahmad, *Mahathir, Triumph After Trials*, Kuala Lumpur, S. Abdul Majeed & Co., 1990, pp. 278-290.
- 1991, " Statement at the Plenary of the Fourty-Sixth Session of the United Nations General Assembly ", New York, 24 septembre.
- 1992a.- " ASEAN can be more prosperous : excerpts of a speech to the Fourth Meeting of the ASEAN Heads of Government ", *New Straits Times*, 28 janvier.
- 1992b.- " Distorted face of the New World Order: excerpts of a statement to the Non-Aligned Movement summit in Jakarta ", *New Straits Times*, 2 septembre.
- 1992c.- " Future of regional groupings : Address at the Foreign Correspondents' Club, Hong Kong ", 14 octobre, photocopie.
- 1992d.- " East Asia region : towards a prosperous future ", Address at the Europe / East Asia Economic Forum, Hong Kong, 14 octobre, photocopie.
- 1992e.- " No place for religious fanatics : translation of a speech to the UMNO General Assembly, Kuala Lumpur ", *New Straits Times*, 7 novembre.

- 1993a.- " Asia and the changing world order : Speech at an Asia Society Conference, Tokyo ", 13 mai 1993, *ISIS Focus*, n° 99, juin.
- 1993b.- " Setting the course for open regionalism : Speech at the 26th General Meeting of the Pacific Basin Economic Council, Seoul ", 24 mai 1993, *ISIS Focus*, n° 99, juin.
- 1993c.- " Constant efforts needed to stay ahead : Speech at the First National Competitiveness Forum ", *New Straits Times*, 17 août.
- 1993d.- " Statement at the Plenary of the Fourty-Eighth Session of the United Nations General Assembly ", New York, 1er octobre.
- 1993e.- *Perspectives on Islam and the Future of Muslims*, Kuala Lumpur, Institute of Islamic Understanding (IKIM).
- 1994a.- " Keynote address at the opening of the Tenth International General Meeting of the Pacific Economic Cooperation Council ", Kuala Lumpur, 22 mars, photocopie.
- 1994b.- " East Asia will find its own road to democracy ", *International Herald Tribune*, 17 mai.
- MAHBUHANI (Kishore) 1992.- " The West and the rest ", *The National Interest*, n° 28, été, pp. 3-12.
- 1994.- " The United States : "go East, young man" ", *Washington Quarterly*, vol. 17, n° 2, printemps, pp. 5-23.
- MEANS (Gordon) 1991.- *Malaysian Politics : the Second Generation*, Singapour, Oxford University Press.
- MILNER (Tony) 1991.- " Inventing politics : the case of Malaysia ", *Past and Present*, n° 132, août, pp. 104-129.
- MOELLERS (Wolfgang), MAHMOOD (Rohana) (eds) 1993.- *ASEAN : Future Economic and Political Cooperation*, Kuala Lumpur, ISIS.
- MORPHET (Sally) 1993.- " The Non-Aligned in the "New World Order" : the Jakarta Summit, September 1992 ", *International Relations*, vol. 11, n° 4, avril, pp. 359-380.
- MUDA (Muhammad) 1991.- " Malaysia's foreign policy and the Commonwealth ", *Round Table*, n° 320, pp. 455-466.
- MUKERJEE (Dilip) 1986.- *Lessons from Korea's Industrial Experience*, Kuala Lumpur, ISIS.
- NOORDIN Sopiee 1984.- " ASEAN and the Pacific Basin concept : questions and imperatives " in SOEASTRO (Hadi), HAN Sung-Joo (eds), *Pacific Economic Cooperation : The Next Phase*, Jakarta, Centre for Strategic and International Studies.

- 1992a.- “ The new world order : what Southeast Asia should strive for ” in MAHMOOD (Rohana), RAMNATH (Thangam) (eds) *Southeast Asia : The Way Forward*, Kuala Lumpur, ISIS, pp. 127-135.
- 1992b.- “ Political issues associated with economic cooperation in East Asia ”, *Asean-ISIS Monitor*, n° 4, juillet, pp. 8-16.
- 1993a.- “ The new world order : implications for the Asia-Pacific ” in MAHMOOD (Rohana), SANI (Rustam A.) (eds), *Confidence Building and Conflict Reduction in the Pacific*, Kuala Lumpur, ISIS, pp. 3-29.
- 1993b.- “ Malaysia’s visionary plan was ”born of consensus” ”, entretien dans *Asian Business Review*, septembre.
- 1993c.- “ The rise of an East Asian consciousness ”, Conference on East Asia, Kuala Lumpur, 8 janvier, photocopie.
- 1994.- “ Economic integration and economic cooperation in Pacific Asia ”, *East Asia Centre for Economic Cooperation Opinion Paper*, Kuala Lumpur, ISIS.
- PALMER (Norman) 1991.- *The New Regionalism in Asia and the Pacific*, Lexington Mass., Lexington Books.
- PATHMANATHAN (Murugesu) 1979.- *Readings in Malaysian Foreign Policy*, Kuala Lumpur, University of Malaysia Co-operative Bookshop.
- 1990.- *Malaysia in World Affairs : The Mahathir Impact*, Petaling Jaya, Economic Research Associates.
- & LAZARUS (David) (eds) 1984.- *Winds of Change : The Mahathir Impact on Malaysia’s Foreign Policy*, Kuala Lumpur, Eastview Productions.
- PUTNAM (Robert) 1988.- “ Diplomacy and domestic politics : the logic of two level games ”, *International Organization*, vol. 42, n° 3, été, pp. 427-460.
- PYE (Lucian) 1985.- *Asian Power and Politics : The Cultural Dimension of Authority*, Cambridge Mass., Harvard University Press.
- RAJENDRAN (M.) 1985.- *ASEAN’s Foreign Relations : The Shift to Collective Action*, Kuala Lumpur, Arenabuku.
- 1993.- *Mahathir Mohamad, Prime Minister of Malaysia*, Petaling Jaya, Ibs Buku.
- RASHID (Rehman) 1993.- *A Malaysian Journey*, Petaling Jaya, Rehman Rashid.
- ROSENCRANCE (Richard), TAW (Jennifer) 1990.- “ Japan and the theory of international leadership ”, *World Politics*, vol. 42, n° 2, janvier, pp. 184-209.
- SAID (Edward) 1978.- *Orientalism*, Harmondsworth, Penguin Books.

- SEDA-POULIN (Maria Luisa) 1993.- “ Islamization and legal reform in Malaysia : the Hudud controversy of 1992 ”, *Southeast Asian Affairs 1993*, pp. 224-242.
- SANDHU (K.S.) *et al.* (eds) 1992.- *The ASEAN Reader*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies.
- SARAVANAMUTTU (Johan) 1983.- *The Dilemma of Independence : Two Decades of Malaysia’s Foreign Policy 1957-1977*, Penang, Penerbit Universiti Sains Malaysia for School of Social Sciences.
- 1987.- “ Malaysia’s foreign policy, 1957-1980 ” in ZAKARIA Haji Ahmad (ed.), *Government and Politics of Malaysia*, Singapour, Oxford University Press, pp. 128-160.
- 1991a.- “ Looking beyond Looking East ” in CONSTANTINO (Renato) (ed.), *Southeast Asian Perceptions of Japan*, Tokyo, Zensei Publishing / Quezon City, Karrel, pp. 66-85.
- 1991b.- *Industrialization and the Institutionalization of Authoritarian Political Regimes : The Consequences of NICdom in Malaysia and Singapore*, Yokohama, International Peace Research Institute Meigaku (PRIME), *Occasional Papers Series*, n° 8.
- SCALAPINO (Robert) 1986.- “ An external perspective on Southeast Asian politics ” in JACKSON (Karl), PARIBATRA (Sukhumbhand), SOEDJATI Djwandono (eds), *ASEAN in Regional and Global Context*, Berkeley, Institute of East Asian Studies, University of California, pp. 15-25.
- SHAFRUDDIN (Hashim) 1986.- “ Malaysian domestic politics and foreign policy : the impact of ethnicity ” in JACKSON (Karl), PARIBATRA (Sukhumbhand), SOEDJATI Djwandono (eds), *ASEAN in Regional and Global Context*, Berkeley, Institute of East Asian Studies, University of California, pp. 155-162.
- SHAHARUDDIN (Maaruf) 1992.- “ Some theoretical problems concerning tradition and modernization among the Malays of Southeast Asia ” in YONG Mun Cheong (ed.), *Asian Traditions and Modernization : Perspectives from Singapore*, Singapour, CAS University of Singapore / Times Academic Press, pp. 241-65.
- SHAMSUL (A.B.) 1992a.- *Malaysia in 2020, One State Many Nations ? Observing Malaysia from Australia*, Seventh James C. Jackson Memorial Lecture, Malaysia Society of the Asian Studies Association of Australia (Bangi, Universiti Kebangsaan Malaysia).
- 1992b.- “ Malaysia’s Vision 2020 : old ideas in a new package ”, *Monash University Development Studies Centre Working Paper* n° 92-4, Melbourne.
- 1994.- “ Religion and ethnic politics in Malaysia : the significance of the Islamic resurgence phenomenon ” in KEYES (Charles), KENDALL (Laurel), HARDCORE (Helen) (eds), *Asian Visions of Authority : Religion and the Modern States of East and Southeast Asia*, Honolulu, University of Hawaii Press, pp. 99-116.
- SIEH Lee Mei Ling 1992.- “ The transformation of Malaysian business groups ” in McVEY (Ruth) (ed.), *Southeast Asian Capitalists*, Ithaca NY, Southeast Asia Program, Cornell University, pp. 103-126.

SINGH (Hari) 1991.- " Political change in Malaysia : the role of Semangat 46 ", *Asian Survey*, vol. 31, n° 8, avril, pp. 712-728.

SMITH (Anthony) 1991.- *National Identity*, Harmondsworth, Penguin Books.

SODHY (Pamela) 1991.- *The US-Malaysia Nexus : Themes in Superpower-Small State Relations*, Kuala Lumpur, ISIS.

STUBBS (Richard) 1990.- " The foreign policy of Malaysia " in WURFEL (David), BURTON (Bruce) (eds), *The Political Economy of Foreign Policy in Southeast Asia*, Londres, Macmillan, pp.103-123.

— 1991a.- " Malaysian defence policy : strategy versus structure ", *Contemporary Southeast Asia*, vol. 13, n° 1, juin, pp. 44-56.

— 1991b.- " Reluctant leader, expectant followers : Japan and Southeast Asia ", *International Journal*, vol. 46, n° 4, automne, pp. 649-667.

SURIYAMONGKOL (Marjorie) 1988.- *Politics of ASEAN Economic Cooperation : The Case of ASEAN Industrial Projects*, Singapour, Oxford University Press.

SYED OTHMAN Alhabashi, SYED OMAR Syed Agil (eds) 1994.- *The Role and Influence of Religion in Society*, Kuala Lumpur, Institute of Islamic Understanding (IKIM).

TAYLOR (Michael), WARD (Marion) 1994.- " Industrial transformation since 1970 : the context and the means " in BROOKFIELD (Harold) (ed), *Transformation and Industrialization in Peninsular Malaysia*, Kuala Lumpur, Oxford University Press, pp. 95-121.

TOURAINÉ (Marisol) 1993.- " La représentation de l'adversaire dans la politique extérieure française depuis 1981 ", *Revue française de science politique*, vol. 43, n° 5, octobre, pp. 807-822.

VATIKIOTIS (Michael) 1992.- " The Mahathir paradox ", *Far Eastern Economic Review*, 20 août.

— 1993.- " Young Turks on the move ", *Far Eastern Economic Review*, 30 septembre.

WALKER (R.B.J.) 1993.- *Inside / Outside : International Relations as Political Theory*, Cambridge, Cambridge University Press.

— & MENDLOWITZ (Saul) (eds) 1990, *Contending Sovereignties : Redefining Political Community*, Boulder Co., Lynne Reinner.

YOUNG (Oran) 1989.- " The politics of international regime formation : managing natural resources and the environment ", *International Organization*, 43, été : 349-375.

ZAKARIA Haji Ahmad 1988a.- " Malaysian foreign policy and domestic politics : looking outward and moving inward? " in SCALAPINO (Robert) *et al.* (eds), *Asia and the Major Powers*, Berkeley, University of California Press, pp. 256-279.

— 1988b.- " The military and development in Malaysia and Brunei, with a short survey on Singapore " in SOEDJATI Djiwandono, YONG Mun Cheong (eds), *Soldiers and Stability in Southeast Asia*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, pp. 231-278.

— 1989.- " Malaysia : quasi democracy in a divided society " in DIAMOND (Larry) *et al.* (eds), *Democracy in Developing Countries*, vol. 3, Asia, Boulder Co., Lynne Reinner, pp. 347-381.

— 1993.- " Malaysia in an uncertain mode " in MORLEY (James) (ed.), *Driven by Growth : Political Change in the Asia-Pacific Region*, New York, M.E. Sharpe, pp. 143-160.

Journaux

The Age, Melbourne

Asia, Inc., Hong Kong

Asian Business Review (ABR), Sydney

Asiaweek, Hong Kong

The Australian, Sydney

The Economist, Londres

Far Eastern Economic Review (FEER), Hong Kong

Financial Times (FT), Londres

International Herald Tribune (IHT), Paris

New Straits Times (NST), Kuala Lumpur

The Star, Penang

Summary

A Detour in the Outside World National Unity and Foreign Policy in Malaysia

David Camroux

In a period of increasing complexity the nation-state as the basic unit of international relations analysis is increasingly under challenge. The pressures of globalisation and the seemingly related phenomenon of regionalisation ostensibly call into question the very idea of national sovereignty and thus the role of national political actors. Yet the nation-state remains, national political actors - playing above all to a national audience - continuing to be preoccupied with the articulation and defense of so-called national interests and, as an often unstated corollary, a national identity.

In this paper the author analyses the experiences of a multicultural and multiethnic Southeast Asian nation-state, Malaysia, in an attempt to explain the linkages between the global, regional and national in the area of foreign relations. In doing so he underlines the fundamental importance of the imperatives of nation-building in defining and, above all, in articulating foreign policy. He concentrates on Malaysian participation in four groupings : ASEAN, the Organisation of Islamic Conference, the Non-Aligned Movement and the Commonwealth. He then turns to the " Look East " policy formulated by Malaysian Prime Minister, Mahathir, and its organisational expression in his proposal for an East Asian Economic Caucus. In doing so the author draws attention to the imperatives arising from Malaysian society and the double role of a Malaysian Prime Minister : defender of the interests of the politically dominant ethnic group, the Malays, and leader of a multiethnic coalition. He suggests that regionalism represents not merely a compromise between the global and the national but, expressed in identity terms, a means of reinventing the nation-state itself.

Les Cahiers du CERI
Liste des numéros parus

Zaki LAÏDI.- “ De l'hégémonie à la prédation ? Hypothèses sur la transformation de la puissance américaine ”. *Cahiers du CERI* n° 1, 1991, 36 pages.

Denis-Constant MARTIN.- “ La découverte des cultures politiques. Esquisse d'une approche comparatiste à partir des expériences africaines ”. *Cahiers du CERI* n° 2, 1992, 36 pages.

André GRJEBINE.- “ Maastricht : s'est-on trompé d'Europe ? ” *Cahiers du CERI* n° 3, 1992, 52 pages.

Radovan VUKADINOVIC.- “ La fin de la Yougoslavie et l'instabilité balkanique ”, *Cahiers du CERI* n° 4, 44 pages (*épuisé*).

Anne GAZIER.- “ Les pouvoirs locaux dans les régions russes du Centre-Terres noires. Transition ou opposition ? ”, *Cahiers du CERI* n° 5, 1993, 47 pages.

Françoise AUBIN.- “ Ecrits récents sur le Tibet et les Tibétains. Bibliographie commentée ”, *Cahiers du CERI* n° 6, 1993, 68 pages.

Marie-Paule CANAPA.- “ Des Etats pluriethniques en ex-Yougoslavie ? Etat du citoyen (*gradjanska drzava*) ou Etat du membre de la nation (*nacionalna drzava*) ? ”, *Cahiers du CERI* n° 7, 1993, 40 pages.

Raymond BENHAÏM, Youssef COURBAGE, Rémy LEVEAU.- “ Le Maghreb en suspens ”, *Cahiers du CERI* n° 8, 1994, 58 pages.

Eric ANGLÈS, Chris HENSLEY, Denis-Constant MARTIN.- “ Les tambours de Jah et les sirènes de Babylone. Rastafarisme et reggae dans la société jamaïcaine ”, *Cahiers du CERI* n° 9, 1994, 62 pages.

David P. CALLEO.- “ L'Union européenne et la fin de la guerre froide ”, *Cahiers du CERI* n° 10, 1994, 33 pages.

Les Cahiers du CERI
Fondation Nationale des Sciences Politiques
27 rue Saint-Guillaume
75337 Paris Cedex 07